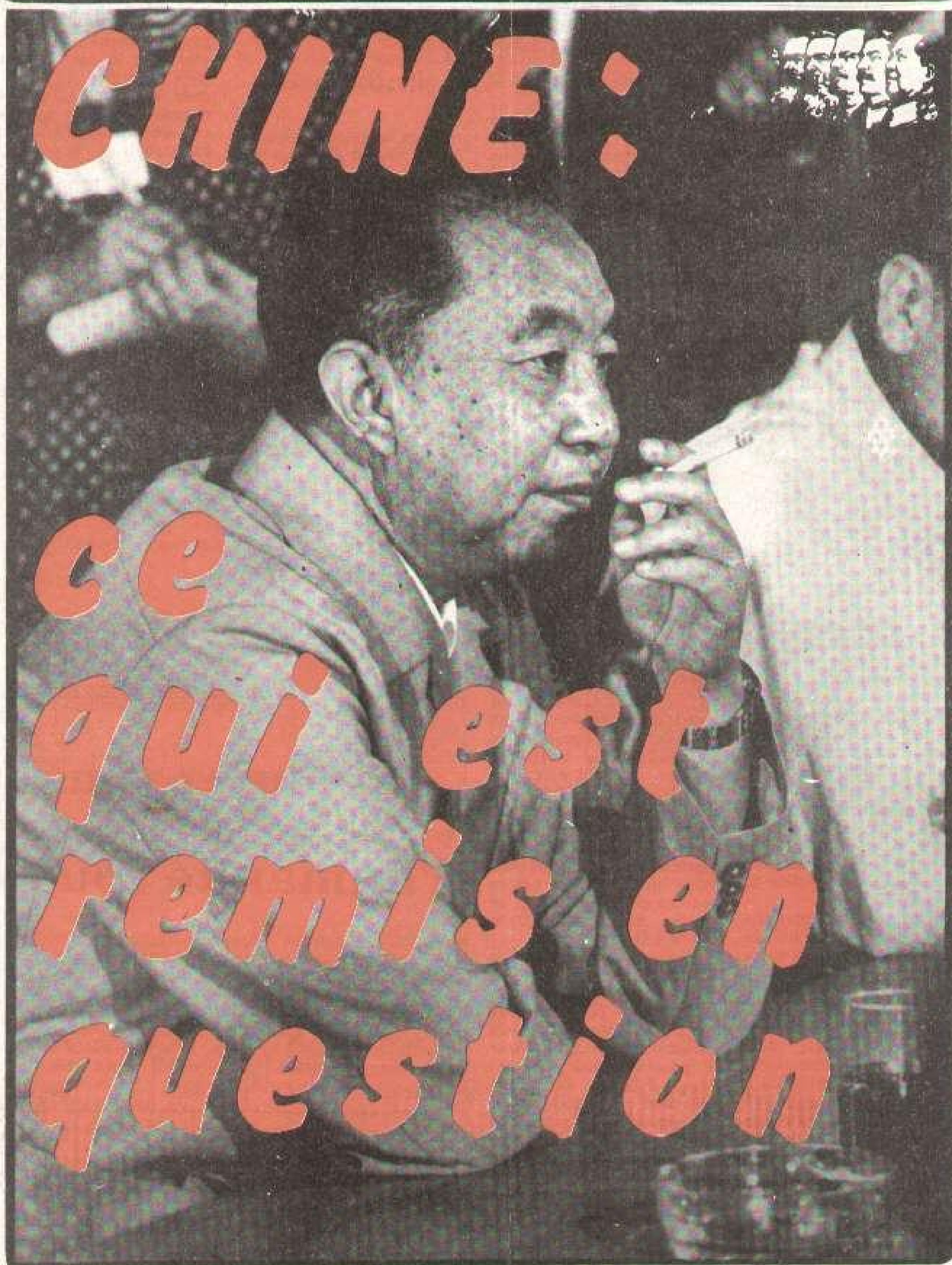
Bimensuel 4 F - No 63 du 16 octobre au 30 octobre 1979 - Supplément à l'Humanité rouge No 1 149

l'Humanité Rouge





A propos de la fête du «Canard de Nantes à Brest»

Un article m'a choqué dans le bimensuel No 61. C'est l'article sur le *Canard de Nantes à Brest* page 27. Cette fête avait lieu à Guingamp et j'y ai été le samedi soir. Devant l'ambiance qui y régnait, nous avons fait demi-tour. Et pourtant, on n'a pas froid aux yeux. Mais de voir toutes ces tenues excentriques des « marginaux », cette soûlographie de « masse », enfin cette ambiance pourrie je me demande comment on peut soutenir une telle initiative.

Car les Guingampais ont très mal réagi face à cette invasion marginale. Je vous livre la réflexion d'un gars proche du PCF :« Si les élections avaient lieu aujourd'hui, François Leizour (maire PCF) prendrait une veste, avec le nouveau plan de circulation et la fête du *Canard*.»

Quant à louer Pierre Duclos, le fondateur du *Canard*, je tiens à vous signaler que depuis des années, c'est un bouffeur de «maos». Déjà, dans *Ouest-France*, il avait publiquement dénoncé des militants CFDT (dont j'étais) comme « maoïstes ». Ceci en plein conflit de la *Chaillotine* à Corlay.

Depuis, il s'est fait remarquer par un article dégueulasse contre « Sœur Suzanne maoïste » *dans le Matin*.

D'autant plus qu'il a fait dans le *Canard* un article correct sur le même sujet. C'est ça l'opportunisme ! Et Duclos c'en est un beau à mon avis ! Méfions-nous de ce genre de pratique, de journaliste qui nous utilise pour refiler leur camelote et qui par derrière nous casse les reins. Perdre un point de vue de classe vis-à-vis d'eux comme de toutes autres chose, c'est grave. KENAVO

Thierry - Begard (22)

Le samedi soir dont tu parles, j'assistais sur la place du centre à Guingamp à la représentation de la pièce de « *Strollad ar vro pagan* ». Je n'ai pas assisté à la « soulographie » dont tu parles.

C'est sûr : on a beaucoup bu à cette fête, mais il y avait aussi le dimanche après-midi un débat sur l'alcoolisme. Pourquoi les jeunes boivent-ils ? Question importante. Plutôt que de se fermer les yeux sur cette question, il faut la voir en face. Lors de ce débat, crois-moi, ceux qui s'exprimaient n'étaient pas tous des « marginaux », mais au contraire des ouvriers (en particulier du bâtiment) et des jeunes paysans.

On boit dans les Fest-noz, on boit dans beaucoup de fêtes, en particulier lorsqu'il y a de la musique folk ou autre. Faut-il pour autant les interdire ? Je ne crois pas d'autre part que ce que tu as vu à cette fête soit un argument pour rejeter dans les ténèbres du *« marginalisme »* tout ce qui se crée autour du *Canard de Nantes à Brest*. Les organisateurs de la fête ont essayé de limiter la casse : ça ne pouvait pas être un service d'ordre musclé pour faire la chasse à l'ivrogne.

Pierre Duclos *« bouffeur de maos »* ? Lorsque j'ai écrit cet article, je ne connaissais pas l'existence de l'article du *Matin* dont du parles. Je crois en effet que le procédé n'est pas honnête : il faudra s'en expliquer avec lui. Je n'ai en tous cas jamais eu l'impression d'avoir été utilisé. Je persiste à croire qu'avoir un point de vue de classe n'est pas refuser tout ce qui n'est pas « nous »,' mais au contraire, de reconnaître tout ce qui va dans le sens des changements fondamentaux pour lesquels nous nous battons. Je ne crois vraiment pas qu'il faille porter l'exclusive contre le *Canard* : une presse indépendante et progressiste est déjà si rare !

Yannick DAGORN

La situation en Asie

Dans le bimensuel No 61, Annie Brunel disait qu'hier nous avions soutenu les trois peuples d'Indochine contre l'impérialisme US et, qu'aujourd'hui, nous soutenons le peuple kampuchean contre les expansionnistes vietnamiens. Ce n'est pas tout à fait cela. Hier, nous avions soutenu les trois peuples contre l'impérialisme US. Aujourd'hui, nous devons soutenir les trois peuples contre la coterie fasciste de Le Duan, Pham Van Dong et le social-impérialisme soviétique. Il est juste que la lutte du peuple kampuchean tranche d'une façon particulière dans cette situation et mérite un soutien ferme et réel. Vous avez eu à parler plusieurs fois de solidarité avec le peuple kampuchean. Mais ce n'est pas le cas. Vous devriez impulser ce soutien matériel. A ce titre, il est regrettable que ce soit dans un seul (et en tout) des bimensuels de cet été qu'ait été demandé d'envoyer des médicaments au Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France. Il est urgent de prendre cette question en charge.

Paris

Nous nous efforcerons de répondre à ce juste souci exprimé par ce lecteur.

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PCML

Sommaire

Editorial

Cambodge : le génocide 5

Le fil de l'actualité

Les lois scélérates contre les immigrés au Parlement 4
Les diamants de Bokassa. Ce que Giscard voulait cacher 6
En bref 7
Avortement - témoignage. La dure réalité de la loi Veil 8-9
L'armée dans les feux de l'actualité : La défense du pays en question 21-22-23-24

International

Rapports soviéto-américains : Carter joue la touche 10
En bref 11-12

Magazine

La couleur ne fait plus la différence 25-26
Sports - moto. Non à la vignette
Témoignage 27-28
En bref 28-29
Sciences - Le cancer n'est pas seulement une affaire de spécialistes 30

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs : Intérieur :* Pierre Burnand, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau. *International :* Annie Brunel, Henri Berthault, Jean Schubert. *Culturel :* Léon Cladel, Estelle Delmas, Frédéric Lachaise, Pierre Valsa. *Secrétaire de rédaction :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne.

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 4e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

13

Dossier Chine
Ce qui est remis en question

Henri jour, rédacteur en chef de notre journal, s'entretient après un voyage en Chine avec Jean Schubert, journaliste



Affiche que l'on peut voir dans les rues de Pékin.

21

A qui sert l'armée ?

La défense du pays en question.
La défense du pays selon Giscard

32

Document

Le témoignage d'une Française



Juin 1979. Dijon. Expulsions de travailleurs immigrés du foyer Sonacotra.

AU PROGRAMME, après les prises de parole au nom des deux partis :

- Interventions de travailleurs pour la construction de l'unité Français-immigrés
- La projection du film **«Voyage en Capital»** de ALI AKIKA et A.M.AUTUSSIER
- Le groupe antillais **MOUN' KIKA**
- Chants révolutionnaires de Kabylie : **IMAZIREN IMULA**

تجمع ضد
القواعد بار . بونت . بولن . ستوليرو

MEETING

Le 26 octobre 1979, à 20 h, à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor — Paris 5e (Métro Maubert Mutualité), organisé par le Parti communiste marxiste-léniniste et le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste).

IMMIGRES

Les lois scélérates au parlement

Légaliser l'expulsion des travailleurs immigrés pour des motifs tels que chômage, maladie trop longue au goût des patrons, ou simplement parce que le ministre du travail en aura ainsi décrété en fonction des besoins patronaux : voilà l'objet de la loi Barre-Boulin.

Légaliser l'expulsion ou l'internement administratif (autrement dit l'emprisonnement) de tout travailleur immigré qui, n'acceptant pas de se soumettre sans réagir aux pires conditions de travail, aux pires conditions de logement, et qui, relevant la tête, serait alors considéré comme « troublant l'ordre public » par l'administration ou la police : voilà l'objet de la loi Barre-Bonnet. Ce serait livrer au bon vouloir des patrons des centaines de milliers, des millions de travailleurs immigrés.

Ce serait une brèche ouverte pour les patrons pour aggraver nos conditions de travail et d'existence, nos droits, nos acquis, *à nous tous*, Français et immigrés !

Il faut briser le projet raciste et anti-ouvrier que sont les lois Barre-Bonnet-Stoléru-Boulin !

Ces lois vont bientôt être à nouveau soumises au Parlement. Dès le 20 octobre, la loi Barre-Bonnet est réexaminée par le Sénat et la loi Barre-Boulin doit être discutée à l'Assemblée fin novembre.

La bataille contre le projet est donc de pleine actualité.

« *Quelle que soit l'issue du débat parlementaire, il est certain que les mesures qu'il comporte, déjà appliquées, risquent de continuer de l'être. Aussi, nos deux partis mèneront-ils une action prolongée sous le signe de la solidarité Français-immigrés, contre toutes les mesures et exactions racistes contre les travailleurs immigrés.*

« Français-immigrés solidaires » *; c'est sous le signe de cette solidarité que nos deux partis organisent ensemble, le 26 octobre, un meeting dans la grande salle de la Mutualité à Paris. Cette initiative marque notre volonté de s'engager pleinement et sans délai dans la bataille.*

Nos deux partis appellent tous les travailleurs à se mobiliser et à s'unir dans l'action contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru.

Ce projet raciste et anti-ouvrier doit être brisé ! »

C'est en ces termes que conclut l'appel commun lancé par le PCML et le PCRml pour la lutte contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru-Boulin.

EDITORIAL

CAMBODGE



Le génocide

Le doute n'est pas possible : jour après jour, des nouvelles et des images actuelles nous parviennent de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. Des faits irréfutables sont portés à la connaissance du monde : des milliers de personnes, des paysans meurent de faim, de maladie, mais aussi sous les bombardements de l'armée vietnamienne. Des témoins, en apportent l'accablante preuve : dans sa nouvelle offensive contre la résistance cambodgienne, les troupes d'invasion vietnamiennes n'hésitent pas à écraser sous les obus un peuple de paysans déjà frappés par la famine, mais refusant farouchement la loi des envahisseurs. De tels crimes ne sont pas nouveaux. Nous publions dans ce numéro la lettre d'une Française ayant assisté à l'invasion du Cambodge. Elle montre ce que fut « l'aide » du Vietnam, comme dit l'Humanité.

La famine au Cambodge, pourquoi ? Bien des choses ont pu être dites sur le gouvernement de Pol Pot, mais enfin qui osera sérieusement prétendre que c'est lui qui porte la responsabilité de la famine qui sévit actuellement ? Celle-ci est la conséquence directe de l'invasion vietnamienne. Conséquence du fait que les troupes vietnamiennes ont transformé le Cambodge en un champ de bataille. L'invasion d'un pays ne peut pas rester sans conséquences sur ses récoltes. Mais de plus, cette famine est également le résultat d'une politique délibérée. En envahissant le pays, les troupes vietnamiennes ont pillé les récoltes, les ont exportées vers le Vietnam. Pour le gouvernement vietnamien, incapable de résoudre les problèmes alimentaires de son pays, l'agriculture prospère du Cambodge était une proie tentante. Confrontés à la résistance d'un peuple paysan, les agresseurs ont organisé la destruction systématique des récoltes, rendu impossible la poursuite des travaux agricoles, de façon à rendre plus difficile cette résistance. On peut tuer des hommes avec des balles mais aussi en les affamant. Enfin, les envahisseurs ont organisé l'expulsion des paysans de régions entières afin d'y installer des colons vietnamiens. Car la guerre qui se mène là-bas est une guerre de colonisation.

Le problème aujourd'hui est de se dresser contre la cause même des faits qui nous parviennent : exiger le retrait immédiat des troupes d'invasion vietnamiennes. Tel sera le but de la conférence internationale qui se tiendra à Stockholm les 17 et 18 novembre prochains.

Par delà les envahisseurs, il convient de voir ceux qui les arment et les appuient : les dirigeants soviétiques. L'armée vietnamienne est approvisionnée en armements modernes soviétiques, ses troupes d'invasion ont été transportées au Cambodge dans des avions soviétiques, des conseillers militaires soviétiques sont sur le terrain.

A travers le drame que vit le peuple cambodgien, c'est une étape dans les préparatifs de guerre mondiale de l'URSS qui se joue. N'évoque-t-on pas de façon de plus en plus insistante l'extension de la guerre à la Thaïlande ?

Ceux qui, aujourd'hui, combattent et résistent aux envahisseurs vietnamiens, combattent non seulement pour la survie de leur peuple, mais aussi pour l'avenir de la paix mondiale.

Pierre BURNAND



LES DIAMANTS DE BOKASSA

Ce que Giscard voulait cacher

Depuis quelques décennies, la famille Giscard d'Estaing s'est alliée de solides intérêts sur le continent africain. Tout commença avec le père de Giscard, Edmond. Celui-ci devint, en 1935, le président de la Société financière française et coloniale (SFFC) qui se transforma plus tard en Société financière pour la France et les pays d'Outre-mer (SOFFO). Il occupa ce poste jusqu'en 1973. La SOFFO, entre autres choses, contrôle 38,04 % de la Compagnie forestière de Sangua Oubangui, en Centrafrique, une des plus grosses entreprises du pays.

François Giscard d'Estaing, cousin de Valéry, après avoir été directeur de la Banque centrale des États de l'Afrique équatoriale et du Cameroun, devint en 1977, directeur de la Banque française du commerce extérieur. Il est aussi administrateur du groupe des Assurances générales de France qui détient une partie de la SOFFO déjà citée.

Jacques Giscard d'Estaing, autre cousin, devient en 1971, directeur financier du Commissariat à l'énergie atomique et s'intéressa à l'exploitation de l'uranium centrafricain.

Et on ne sait pas tout, loin de là !

Ce qui n'empêchait pas Giscard de dire, il y a peu de temps : *« Accuser la France (en Afrique et notamment en Centrafrique) de n'agir qu'en fonction d'intérêts économiques est à la fois absurde et injurieux ».*

On se souvient encore des déclarations du ministre de la coopération qualifiant de *« pseudo-événements »* les révélations au sujet des massacres d'enfants commis dans les prisons centrafricaines avec la participation directe de Bokassa. Il est vrai que le gouvernement giscardien était lié intimement avec le régime de Bangui. La vérité ne pouvait que l'éclabousser. On n'ignorait pas, par exemple, que Giscard d'Estaing avait une prédilection pour les parties de chasse en Centrafrique, qu'il avait contribué largement aux fastes de couronnement de « l'empereur ».

Le silence n'ayant pu se faire sur les crimes du bourreau de Bangui, son remplacement par un autre pantin à la solde des intérêts français fut décidé. L'armée française fut chargé de l'opération. Mais les choses n'en sont pas restées là. Aujourd'hui, avec les révélations du *Canard enchaîné*, ce sont les rapports directs de Giscard avec Bokassa qui sont mis en cause.

En 1973, Giscard, alors ministre des finances, participe à un safari dans le domaine de la Koumbala, près de N'Délé. C'est à cette occasion que Bokassa demanda au Comptoir national du diamant de remettre à Giscard une « plaquette de trente carats environ ». La valeur actuelle d'un tel « cadeau » est d'environ cent millions de centimes.

On dit que chaque rencontre entre Bokassa et Giscard fut l'occasion de tels cadeaux dont un ancien ambassadeur de France en Centrafrique avait d'ailleurs révélé la pratique il y a quelques semaines.

Non seulement Giscard accepta ce cadeau, venu d'un assassin dirigeant un pays où le peuple croupit dans la misère, mais il se l'appropria à titre personnel. Dans un communiqué, l'Élysée n'a nullement pu démentir la réalité des faits et s'est contentée de dire que les cadeaux en question *« n'ont en aucun cas, ni le caractère ni la valeur qui ont été mentionnés... »*

Aucun démenti sur le fait que Giscard se les soit mis dans les poches ! D'ailleurs, à l'époque des faits indiqués, Giscard n'était que ministre et les cadeaux de Bokassa ne peuvent entrer dans la catégorie des échanges de présents entre chefs d'État.

Le *Canard enchaîné* indiquait également que d'autres diamants avaient été offerts au président de la Banque française du commerce extérieur qui n'est autre que le cousin de Giscard, François Giscard d'Estaing.

Celui-ci avait été chargé par Bokassa de régler une partie des frais de son sacre. Un autre cousin, nommé Jacques, celui-là, bénéficia aussi d'après le *Canard enchaîné* des largesses de l'assassin de Bangui. Il a été placé par son cousin de président au poste de directeur financier du commissariat à l'énergie atomique et s'occupait notamment des projets d'exploitation du gisement d'uranium centrafricain de Bakouma.

Robert Galley, Yvon Bourges et d'autres membres éminents des milieux gouvernementaux eurent eux aussi leurs diamants à croquer.

On comprend, dès lors, les raisons pour lesquelles Giscard chargea les parachutistes français d'évacuer les archives de la résidence de Bokassa pour les transférer à l'ambassade de France à Bangui. Il ne fallait pas que les preuves des compromissions du président puissent apparaître. Un coin du voile est néamoins levé.

Pierre BURNAND

Le bimensuel paysan La Faucille est paru

Le No 88 du bimensuel paysan *La Faucille*, organe du Parti communiste marxiste-léniniste est paru.

Au sommaire : Un important document : la Conférence nationale paysanne : le rôle de la paysannerie travailleuse dans le mouvement anticapitaliste en France. Un document indispensable pour comprendre l'activité du Parti à la campagne.

Plusieurs articles au cœur de l'actualité :

— Giscard dans le Sud-Ouest.
— 20 000 éleveurs de moutons manifestent à Rodez pour vivre et travailler au pays.
— Lutte pour une école dans le Finistère.
— Le Crédit agricole inquiet pour ses bénéfices.

Une rubrique culturelle variée :
— Cinéma : « les Petites fugues ».
— Gaston Couté, un poète qui venait de la terre.

Une rubrique « Vécu » :
— Une ouvrière agricole témoigne.

Un numéro à faire connaître. Passez vos commandes à l'administration de *La Faucille* BP 258 - 75866 Paris Cédex 18 - CCP 1756483 B - Paris Le numéro 3 F.



LE FIL DE L'ACTUALITE

Le dossier des fissures ne doit pas être refermé

Un groupe d'ingénieurs appartenant pour la plupart à la CFDT et travaillant soit au CEA soit à l'EDF qui par ailleurs ne sont pas a priori des antinucléaires interpellent Framatome, sur le problème des fissures. Seuls jusqu'ici le *Nouvel observateur* et *Libération* ont reproduit leurs questions. Pourtant, il en est de fondamentales. Par exemple qui, à Framatome, a décidé d'écourter le traitement de certaines grosses pièces exposées à de très fortes contraintes ?

La découverte des fissures date de mars 1978 : or, depuis cette date, cinq nouveaux réacteurs ont été mis en service ; les travaux de montage d'une dizaine d'autres ont continué. Qui, à l'EDF, a décidé de ces mises en service alors que le 13 septembre, le directeur technique de l'EDF, a reconnu l'impossibilité de tout contrôle ou vérification directe !

Banalisation des accidents

9 septembre : Deux employés de la centrale de Chinon sont irradiés et sont transportés à l'Institut Joliot-Curie de Paris. Pourtant, l'un d'eux, adjoint au chef de quart de la centrale, avait suivi une formation de technicien en radio-protection...

Il est vrai qu'il n'y avait aucune indication sur la mise en marche du réacteur.

10 octobre : Chute d'eau radio-active dans le circuit de refroidissement de Bugey-3. C'est le 7e incident depuis le début de l'année sur le site.

La poubelle s'agrandit

Malgré les manifestations qui ont marqué le déchargement, à Cherbourg de 14 tonnes de combustibles irradiés venant du Japon, un contrat vient d'être passé avec la Suède pour le traitement de 600 tonnes de combustibles irradiés par an. Ce qui nous promet, d'ici à une vingtaine d'années, de fantastiques embouteillages atomiques aussi bien sur route et sur rail qu'en mer. Et des heures supplémentaires pour les CRS !

MARCEL LAMY LIBERE Victoire contre la répression

Les travailleurs du chantier de la centrale de Paluel avaient fait le déplacement mardi 9 octobre à Rouen pour exiger la libération du militant syndicaliste, Marcel Lamy, injustement incarcéré par le pouvoir. Il était inculpé de violences à agents lors d'une distribution de tracts contre des licenciements à Rouen.





AVORTEMENT.TEMOIGNAGE

La dure réalité de la loi Veil

Rencontre avec ceux du centre IVG de Colombes

« Un enfant si je veux, quand je veux », ont crié des dizaines de milliers de femmes, samedi 6 octobre à Paris. Venues de Bretagne, du Midi, de partout, elles ont affirmé leur force à quelques jours du débat parlementaire sur l'interruption de grossesse. Jean Mesnil a rencontré les travailleurs du centre d'IVG de Colombes pour faire le point.

Pouvez-vous dire comment a été créé le centre IVG à Colombes ?

— Il y avait un MLAC à Gennevilliers et des médecins généralistes qui faisaient des avortements dans l'illégalité. Ils ont fait pression pour que le centre ouvre. C'était juste après le vote de la loi et l'administration était assez favorable. L'intérêt, c'est que les gens peuvent téléphoner : *« J'ai oublié ma pilule ce matin, qu'est-ce que je dois faire ? »*, et on leur répondra, on leur expliquera. On est diponible.

Mais vous faites aussi de l'information sur la contraception ?

— Ici, on est un centre d'interruption de grossesse, dont pas reconnu officiellement comme faisant de la contraception. On en fait, mais on n'est pas reconnu comme centre de planification. On revendique aussi d'être un service à part entière, c'est-à-dire qu'il y ait des stagiaires, médecins, infirmières qui viennent. Ceux qui viennent le font à titre bénévole. Comme on fait beaucoup d'information, à l'extérieur dans les lycées, dans les entreprises, on veut que cela soit reconnu comme faisant partie de notre travail.

On se déplace à la demande de gens qui se sont débrouillés pour qu'on puisse venir. L'année dernière, il y a des élèves qui sont venues ici pendant leurs heures de cours ; on préfère parce que le directeur n'est pas d'accord pour qu'on vienne. Chaque fois qu'on lui demande une salle, cela lui prouve qu'on a de la demande.

Pour pouvoir faire de la contraception correctement, on veut avoir le budget pour donner la contraception gratuite aux mineures ; on s'arrange pour le faire, mais on n'a pas le budget pour. La loi prévoit que pour les mineures et les non-assurés sociaux, la contraception soit gratuite. C'est la Direction départementale d'action sanitaire et sociale (DDASS) qui paye l'hôpital. Il y a un système de carnet à souches que nous n'avons pas. En plus, à côté, (maternité), ils l'ont, mais ils ne s'en sont jamais servi parce qu'il n'y a pas de mineures qui y vont. C'est normal vu le type de service, c'est une structure hospitalière assez traditionnelle où il faut prendre rendez-vous à l'avance ; pour des gens qui viennent la première fois, ça les intimide un peu et puis ils n'ont pas tellement envie de venir.

Ici, les jeunes viennent parce que souvent elles nous ont vus dans un lycée où on a fait de l'information. Elles viennent avec une copine qui vient déjà ; c'est toute une autre démarche et puis elles savent qu'on ne va pas trop leur poser de questions, pas trop les embêter.

La proportion des avortements a-t-elle changé depuis le vote de la loi ?

— C'est difficile à dire étant donné qu'avant le vote de la loi les avortements étaient illégaux, et les statistiques faites depuis ne sont valables que pour les hôpitaux. La plupart des cliniques ne déclarent pas les avortements, étant donné qu'elles se font payer en liquide parce qu'elles ne doivent pas dépasser 25 % de leur activité en IVG, je crois.

On ne peut pas contrôler le nombre d'avortements qu'elles pratiquent. Elles peuvent faire payer plus cher, et puis ce que tu donnes de la main à la main, ce n'est pas forcément déclaré.

Il y a une chose qui est certaine, c'est que depuis que la loi a été votée, les services de réanimations disent qu'ils n'ont plus de femmes qui viennent après s'être posé des sondes, il n'y a quasiment plus de mortalité par surinfection comme avant.

Y a-t-il toujours des avortements clandestins ?

— Il y en a sûrement moins, mais il y a des régions où il n'y a rien. La région parisienne n'est pas un des coins les plus démunis, il y a des coins en province où c'est plus dramatique parce que la loi n'est pas appliquée. Ceci dit, les complications graves, les cas de septicémies, d'infections ont énormément diminué.

Après cinq ans, que pensez-vous du résultat de cette loi ?

— Le problème, c'est qu'elle n'est pas appliquée. En plus, il y a trop de restrictions ; il y a le problème des immigrées, des mineures, du remboursement par la Sécurité sociale, des délais légaux pour faire une interruption de grossesse. Parce qu'en fait, dans la région parisienne, il était prévu que ça se fasse dans les services de gynécologie et que la plupart des patrons en gynécologie étaient contre l'avortement.

Et puis le problème, c'est qu'il y a la « clause de conscience » ; alors à la limite, c'est bien, parce que j'ai pas envie que les pires salauds fassent des avortements. Cela entraine que lorsqu'un patron est contre, personne n'en fait dans le service car la structure hiérarchique est telle que personne n'ira contre. C'est tout le truc, l'externe, il a envie que son stage soit validé, l'interne espère passer assistant, l'assistant espère passer chef, etc.

Dans beaucoup de cas, c'est plus intéressant de faire un centre autonome avec des gens motivés. Nous, nous sommes un centre autonome parce qu'à côté, ils sont tout à fait opposés. On serait tombé sur un service gynéco ou les gars étaient d'accord, hé bien on n'existerait pas.

Il y a des hôpitaux où les interruptions de grossesse se font dans les services gynéco. Ils en font deux ou trois par semaine, c'est perdu au milieu du reste. Les femmes sont laissées dans un coin dans de mauvaises conditions. Elles n'ont pas envie d'y retourner.

Ça se sait vite quand il y a un endroit où ça ne se passe pas bien. Par exemple, à Nanterre, ils en font, mais il y a pas mal de gens de Nanterre qui viennent ici parce que ça n'a pas bonne réputation. Il y a des femmes qui sont contentes de la maternité de Nanterre, mais au niveau des IVG, ça a une mauvaise réputation. Ce n'est pas uniquement une question de complications après ou bien que cela soit mal fait, c'est aussi la façon dont on te reçoit.

Et puis tout dépend des structures que tu mets. Nous, on pense qu'il faudrait que ça se fasse dans des structures plus légères comme les dispensaires par exemple. Mais actuellement, on ne peut pas le faire parce que d'après la loi, ça doit se faire en structure chirurgicale, c'est-à-dire dans des hôpitaux. Mais c'est vrai que sans anesthésie, ça serait faisable en dispensaire, il faut se bagarrer pour qu'il y en ait dans les centres de santé. Parce que la structure hospitalière est trop lourde, les femmes sont obligées d'être hospitalisées pendant deux ou trois jours. Ici, ça dépend si elles veulent ou ne veulent pas d'anesthésie. Sans anesthésie, elles rentrent pour l'interruption et elles ressortent deux heures après. Si elles veulent une anesthésie, elles restent une nuit à cause des effets de l'anesthésie.

Peux-tu dire comment cela se passe pour une femme qui vous contacte pour une interruption de grossesse ?

— Soit elle téléphone, soit elle vient, on la prend si elle est dans les délais, les délais légaux, c'est douze semaines, mais nous, on s'est fixé jusqu'à dix semaines après les dernières règles à cause de la méthode. On tient compte aussi si elle habite le coin ; on répond à une demande sur cinq, sinon on oriente les gens.

Et puis elle vient trois fois : la première fois, il y a un accueil collectif où on discute de la méthode qu'on emploie et des moyens de contraception. Après, elles ont une consultation avec le médecin qui leur fera l'interruption de grossesse. Elles viennent pour l'interruption de grossesse et on les revoit quinze jours après et puis voilà.

Ici, on ne fait pas l'entretien individuel, : normalement tu es tenue d'avoir un entretien avec une conseillère conjugale qui discute des motivations que tu as pour avorter, qui te signe un papier à la fin de l'entretien. Tu as huit jours de réflexions et tu reviens après. Ici, on ne le fait pas. On ne saute pas sur les gens, c'est-à-dire que finalement, il y a un délai entre le moment où elle vient la première fois et la date de l'interruption de grossesse. Cela lui laisse, effectivement, le temps de réfléchir.

On s'aperçoit aussi que si tu donnes un rendez-vous trop vite, des fois les gens ne viennent pas. Nous pensons que c'est à chacun de prendre sa décision : les gens sont adultes. C'est à eux de décider, c'est pas nous qui élèverons l'enfant. Ça n'empêche pas que si une femme a envie de discuter on est prêt à le faire.

Quelles sont les améliorations qu'il faudrait en priorité ?

— Que ça soit remboursé par la Sécurité sociale, qu'il y ait des possibilités pour les mineures et les immigrées et que les délais soient plus longs.

Enquête réalisée par
Jean Mesnil

Quelques chiffres

Ces chiffres concernent uniquement le centre IVG de Colombes :

Le centre a pratiqué, de novembre 1975 à août 1979, 2 575 IVG dont 1 991 par la méthode Karman (sans anesthésie) et 584 avec anesthésie : en moyenne 18 à 20 IVG par semaine.

89 % des femmes sont revenues quinze jours après l'IVG (ce chiffre est intéressant quant à la qualité de l'accueil)

2 % des femmes ont dû être réhospitalisées pour des complications.

Les prix :
445 F pour la méthode Karman, 661 F pour 24 h ou 771 F pour 48 heures
En clinique privée, cela peut aller de 1 500 F à 4 000 F, voire plus !

A Colombes, 40 % des femmes ont bénéficié de l'assistance médicale gratuite.

De novembre 1975 à août 1979, le centre a fait 4 832 interventions de contraception, soit près du double du nombre d'IVG pratiqué dans la même période alors qu'on ne le reconnait pas officiellement comme centre de contraception.

RAPPORTS SOVIETO-AMERICAINS

Carter joue la touche

Tout comme celle, il y a quelques mois à propos des Mig 23 basés à Cuba, la nouvelle confrontation entre Brejnev et Carter au sujet de la découverte par les USA de la présence d'une brigade soviétique à Cuba est sur le point de se terminer par une déroute totale des Américains.

C'est en pleine tenue de la conférence des non-alignés à la Havane que l'Administration américaine avait révélé cette affaire comme une bombe : elle détenait la preuve qu'une brigade de combat soviétique, forte de 2 600 hommes, de 40 chars lourds et d'artillerie, stationnait à Cuba, en violation des accords signés en 1962.

Contrairement à Castro qui hurlait aux mensonges, le Kremlin ne prenait même pas la peine de démentir. On ne peut pas éternellement cacher une brigade de combat comme une quelconque boite d'allumettes.

La balle était donc dans le camp de Carter qui annonçait lui-même qu'il ferait un discours « *historique* ».

Et puis, rien... De recul en tergiversations, de « dédramatisation » en discours rassurant, l'affaire, qu'il avait lui-même soulevée, devenait d'un coup « *mineure* ». « *Pas de quoi revenir à la guerre froide ou remettre en cause la ratification de l'accord Salt II* », d'après ses propres termes.

Finalement, dans son discours du 1er octobre, Carter annonçait quelques mesures militaires mineures mais ne demandait même plus le retrait de la brigade, fait dont il avait pourtant fait, quinze jours auparavant, un préalable à toute discussion postérieure.

De toute façon, Moscou avait dit non d'avance. Et l'affaire s'arrête là, démontrant une nouvelle fois que les USA, s'ils restent une superpuissance, ne sont plus désormais capables, comme dans un passé pas si lointain pourtant, d'imposer leur volonté et que, désormais, le social-impérialisme peut même s'offrir le luxe de venir les narguer à quelques centaines de kilomètres de leurs côtes.

Mais cela ne fait rien. D'un côté comme de l'autre de l'océan Atlantique, certains continuent à croire que le seul mot de détente suffit à nous protéger de la menace d'une guerre.

Serge FOREST

Brejnev à Berlin

Entre la carotte et le baton

La carotte et le bâton : on ne peut mieux qualifier le récent discours prononcé par Brejnev lors des cérémonies du 30e anniversaire de la RDA. S'adressant aux pays européens après un défilé militaire, le plus important qu'on ait jamais vu en RDA, Brejnev commence par des menaces qu'il ne prend même pas la peine de voiler : « *Le bloc soviétique*, a-t-il dit, *ne restera pas les bras croisés* » devant « *les périlleux projets de déploiement sur le territoire de l'Europe de l'Ouest de nouveaux types de missiles américains. Les pays européens jouent avec le feu* ». Il s'agit là, on le sait, des missiles Pershing II dont la mise en chantier vient d'être annoncée à Washington pour faire face, à la demande de l'Europe de l'Ouest, à la mise en place par Moscou, l'an dernier, des missiles SS 20. Les SS 20 qui peuvent atteindre n'importe quel point de l'Europe confèrent à l'URSS un avantage militaire certain sur le théâtre européen. Si vous voulez rétablir l'équilibre, dit en somme Brejnev dans sa logique particulière, c'est que vous voulez la guerre. La carotte ensuite : si les pays européens renoncent aux missiles Pershing II, l'URSS retirera l'an prochain 20 000 hommes et chars de la RDA. En fait, pour Moscou, la promesse ne coûte pas cher car l'URSS dispose en Europe d'une supériorité de 315 000 hommes et de 13 500 chars sur l'ensemble des forces occidentales. Brejnev peut faire le généreux sans risquer de remettre en cause sa suprématie militaire actuelle.

Un exemple révélateur

Avec une récolte inférieure de 47 millions de tonnes aux 225 millions de tonnes de céréales prévus par le plan, l'URSS enregistrera cette année un record absolu dans le domaine de la catastrophe agricole. Moscou s'est donc adressé aux USA pour se procurer les 25 millions de tonnes de blé et de maïs qui lui sont absolument indispensables. Arrivant en pleine affaire de Cuba, cette demande soviétique offrait à Carter un moyen de pression de premier choix pour exiger le retrait de la brigade soviétique de Cuba.

Les sénateurs américains,, qui sont généralement les plus fermes quant au danger soviétique, ceux qui s'opposent en particulier le plus vivement à la ratification des accords Salt II, se trouvent également pour la plupart être des élus des États du Sud, États producteurs de blé, le Texas notamment. Beaucoup d'entre eux sont aussi de gros propriétaires terriens pour qui ce contretemps est l'occasion de bénéfices très intéressants.

Ils n'ont donc, cette fois, fait aucune difficulté à cette vente sans aucune autre condition. Intérêts immédiats obligent.

CAMBODGE
Les troupes vietnamiennes déferlent au nord du pays

[illegible]

Des milliers d'enfants meurent aujourd'hui au Cambodge.



Les troupes vietnamiennes sont désormais lancées dans l'offensive de la saison sèche au Cambodge. Une offensive que les autorités de Hanoï préparent depuis longtemps et qui est vitale pour elles. Car elles ne peuvent accepter de s'enliser dans le bourbier d'une guerre de longue durée. Elles savent, par leur expérience passée dans la guerre anti-américaine, qu'aucune armée, si puissante soit-elle, ne peut sortir victorieuse d'une telle situation. C'est pourquoi elles ont rassemblé un formidable arsenal pour se lancer à l'assaut des zones de résistance des patriotes, notamment à la frontière nord du pays.

A Siem Reap, plusieurs centaines de conseillers et techniciens soviétiques se sont affairés à reconstruire l'aéroport et à créer tout autour d'énormes dépôts de munitions. Même activité fébrile à Battambang, Kompong Sam, Koh Kony. Armements et munitions d'origine soviétique continuent d'affluer par vagues successives. La guerre coûterait quatre millions de dollars par jour aux Vietnamiens et aux Soviétiques. Les forces armées vietnamiennes compteraient désormais 200 000 hommes au Cambodge.

Telle est la dimension réelle de ce que Hanoï et ses marionnettes s'obstinent, contre toute vraisemblance, à appeler cyniquement « *une simple opération de police* ».

Il est significatif aussi que la première attaque de grande envergure ait eu pour cible le centre de O-Beng, là où le Comité international de la Croix-Rouge et le programme alimentaire mondial des Nations Unies venaient enfin d'amorcer, depuis quinze jours, une première distribution de vivres et de médicaments aux populations qui mènent la lutte armée contre l'agression vietnamienne.

Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, pilonnés par les mortiers vietnamiens, affaiblis par la faim et le paludisme, ont donc été contraints une nouvelle fois de se replier en Thaïlande et d'abandonner la plus grande partie des stocks de l'aide humanitaire qui commençait tout juste de leur parvenir.

Ces faits témoignent d'un aspect de la guerre d'agression soviéto-vietnamienne encore trop largement méconnu de l'opinion publique et qui la distingue fondamentalement de la guerre précédente menée par les Américains.

L'impérialisme US voulait dominer le pays pour en faire un pion docile dans sa stratégie agresive en Asie du Sud-Est. Le Vietnam soutenu par l'URSS veut absorber le Cambodge, en faire une colonie de peuplement, le rayer de la carte en tant que peuple et en tant que nation. Ce qui conduit à une arithmétique atroce : plus il meurt de Cambodgiens et plus cela arrange le Vietnam qui entend remplacer ce peuple par ses propres ressortissants, assouvir sa soif d'expansion en soulageant du même coup son propre problème alimentaire et économique. C'est pourquoi ses marionnettes de Phnom Penh proclament aujourd'hui « *qu'aucun Cambodgien ne meurt de faim actuellement* », ce qui est démenti de façon flagrante par les atroces images qui nous parviennent du Cambodge.

La vérité s'impose pourtant ; des dizaines de milliers de Cambodgiens meurent sous les balles et les gaz toxiques des Vietnamiens, de la famine et des épidémies organisées par le Vietnam.

Pourquoi la presse, la radio, la télévision française, qui commentent toujours abondamment la période 75-78 au Cambodge, sont-elles si silencieuses sur la tentative de génocide entreprise aujourd'hui, sous nos yeux, par le Vietnam contre le peuple cambodgien.

Du monde entier

RDA

Rudolf Bahro libéré

Rudolf Bahro a été libéré le 11 octobre. Il était en prison depuis août 1977 et avait été condamné en juin 1978 à huit ans de prison pour « espionnage ». En réalité, il avait publié à l'Ouest un livre, *L'Alternative*, dans lequel il démontait les mécanismes du régime en s'appuyant sur des concepts marxistes.

La libération de Bahro a lieu dans le cadre d'une vaste amnistie à l'occasion du 30e anniversaire de la RDA. 5 000 détenus, parmi les 30 000 que compterait la RDA, doivent être libérés.

Un autre détenu célèbre, Nico Hübner, a été aussi libéré. Il avait été condamné à cinq ans de prison pour avoir refusé de faire son service militaire.

BRESIL

Vers un syndicat unique ?

Après l'accord intervenu entre les 32 syndicalistes de l'État de Sao Paulo, les travailleurs brésiliens semblent être en passe de reconstituer une organisation unique.

Cela avait été l'une des premières décisions des militaires, après le coup d'État de 1964 que de dissoudre le Commandement général des travailleurs (CGT) qui dirigeait alors des luttes très dures.

L'organisme de coordination créé par les syndicats de Sao Paulo devrait leur permettre d'organiser un front commun face à l'actuel projet gouvernemental de réforme des salaires.

PANAMA

Souveraineté sur le canal

Après 75 ans de lutte contre la domination américaine, Panama a récupéré sa souveraineté sur la plus grande partie de la zone du canal qui relie l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. Au terme de l'accord signé le 1er octobre à Panama entre le président Royo et le vice-président américain Mondale, les USA abandonnent le contrôle de ce que l'on appelait la « zone du canal » qui est une bande de territoire de part et d'autre de la voie d'eau que les USA avaient pratiquement annexé depuis qu'ils l'ont achetée, en 1903 au liquidateur français de la compagnie créée par Lesseps.

Depuis lors, le peuple panaméen n'avait cessé de réclamer le départ des Américains, la restitution du canal. La répression, en 1964, d'un mouvement populaire par les Américains eux-mêmes, avait fait plusieurs centaines de morts.

De nombreuses personnalités panaméennes, dont le général Torrijos, l'ancien président et promoteur de cet accord, ont cependant refusé de participer à la cérémonie de signature pour protester contre le fait que les USA maintiennent dans l'ancienne zone du canal une présence militaire « amicale » jusqu'en l'an 2 000.

ZIMBABWE (Rhodésie)

Raid rhodésien au Mozambique

Violente émotion et protestation partout dans le monde après le raid de cinq jours mené fin septembre par les troupes racistes rhodésiennes à plus de vingt kilomètres à l'intérieur du territoire mozambicain. C'est une base de l'armée nationale de libération du Zimbawbe (ZANLA) de Robert Mugabe qui était la cible de cette agression soutenue par l'aviation et des blindés.

De l'aveu même des dirigeants militaires du régime raciste, la résistance opposée par les guerilleros zimbabwe a été plus vive qu'attendue, et cinq jours de combats acharnés ont fait de nombreuses victimes dans le camp des combattants zimbabwé, mais également dans celui des troupes racistes.

Dans le même temps, les combattants zimbabwe passaient, eux, à l'offensive à l'intérieur du pays et pilonnaient à la roquette une caserne ennemie dans la région de Chipinga, démontrant par là même que les raids contre leurs bases arrières, au Mozambique et en Zambie ne pouvaient anéantir les forces vives de la résistance qui sont, elles, à l'intérieur du pays.

On apprenait d'autre part, que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait décidé de fournir aux guerilleros zimbabwe une aide en médicaments et équipements sanitaires et de les aider à régler les problèmes sanitaires dans les régions libérées et semi-libérées.



L'OMS a décidé de fournir aux guerilleros une aide en médicaments.

TCHECOSLOVAQUIE

L'écrivain Pavel Kohout déchu de sa nationalité

L'écrivain dissident tchécoslovaque Pavel Kohout vient d'être déchu de sa nationalité par les autorités de Prague. C'est alors qu'il allait renouveller son visa, à l'ambassade de Tchécoslovaquie de Vienne, en Autriche, où il vivait depuis un an, que l'écrivain a appris cette mesure arbitraire qui venait d'être prise contre lui. Aucune explication ne lui a été fournie.

DOSSIER — LA CHINE D'AUJOURD'HUI

Ce qui est remis en question

Henri Jour et Jean Schubert

Chacun s'accorde à reconnaitre l'importance exceptionnelle que revêt la visite en Europe de l'Ouest du premier ministre chinois, président du Parti communiste chinois, Hous Kouo-feng.

Les uns mettent l'accent sur les échanges économiques franco-chinois, d'autres sur l'aspect politique de ce séjour à un moment où l'inquiétude grandit devant l'expansion militaire et les menaces de l'URSS.

Mais la Chine n'est pas n'importe quel pays du tiers monde. Ses expériences, ses choix et ses changements dans l'édification d'une société socialiste n'ont pas fini de provoquer la curiosité et parfois les passions.

Bien décidée à aborder les questions brûlantes de front, une délégation de trois journalistes a été reçue en Chine par le *Remin Ribao* de la mi-juin à la mi-juillet. Henri Jour dont c'était la quatrième visite en Chine s'en entretient ici avec Jean Schubert.

Il a tenu à préciser le caractère forcément personnel et partiel de ses appréciations. Car « comment comprendre sérieusement un pays si vaste, si peuplé, si chargé d'histoire en quelques semaines...? »



Photo Ely



Photo Robert

JEAN SCHUBERT : Au moment de la mort de Mao, on disait que la Chine ne changerait pas, qu'elle resterait *« rouge »*. Mais c'est un fait que, depuis, il y a eu beaucoup de changements politiques en Chine, des changements importants et rapides. Et en France, on a du mal à suivre ces changements, à les comprendre. Et une question revient tout le temps : est-ce qu'il y a – ou non – démaoïsation ? Qu'est-ce que tu en penses ?

– HENRI JOUR : Cela dépend de ce qu'on appelle « maoïsation ». A mon avis, il faudra encore attendre quelque temps avant de connaître le bilan sur la direction de Mao depuis 1956 et avant de connaître la profondeur des remises en cause. Mais il est certain que, surtout depuis la 3e session du Comité central en décembre 1978, il y a eu des changements importants dans l'orientation de la politique intérieure.

JS : Ces changements, en gros, en quoi consistent-ils ?

– HJ : Ils concernent surtout la base matérielle, l'économie, les moyens que se donne la Chine pour développer son économie. Il y a aussi les efforts que fait la Chine pour développer le système politique de la démocratie socialiste.

JS : Maintenant, la priorité est à la production ?

– HJ : oui, à la production et au développement des sciences et des techniques. L'essentiel aujourd'hui, c'est d'arriver à faire de la Chine un pays socialiste moderne et puissant d'ici l'an 2000. Cela semble être la préoccupation centrale.

Et la lutte des classes ?

JS : Et la lutte de classes ? En 1962, Mao avait lancé un appel à ne jamais oublier la lutte de classes. Qu'est-ce qu'il en est maintenant ?

– HJ : Pour les dirigeants chinois que nous avons rencontrés, il n'est pas question d'oublier la lutte de classes. Mais la conception de ce qu'est la lutte de classes dans les conditions du socialisme a changé. En particulier, la cible de la lutte de classes a été beaucoup restreinte. Il n'est plus question de classe capitaliste, ancienne ou nouvelle, ni à plus forte raison de nouvelle bourgeoisie. Il s'agit maintenant essentiellement de viser les éléments résidus de la classe bourgeoise qui refusent de se corriger, les contre-révolutionnaires et les agents de l'étranger.

JS : Donc, la contradiction principale n'est plus entre bourgeoisie et prolétariat, comme le disait Mao ?

– HJ : Cette question est toujours en discussion. Mais à plusieurs reprises, on nous a dit que la contradiction principale était entre l'état arriéré des forces productives et les besoins du peuple.

Le cas de Liou-Chao-Chi

JS : Dans le temps, c'était Liou Chao-chi qui parlait de cela. Et c'est pour cela qu'il a été critiqué. Alors, qu'est-ce qu'on pense de Liou Chao-chi maintenant en Chine ?

– HJ : C'est une question évidemment délicate. On n'en parle pas officiellement. Mais nous y allions en tant que journalistes, avec des questions brûlantes sur les lèvres – les questions qu'on pose ici – ; nous avons posé cette question et nous avons eu des réponses personnelles : c'était des avis de certains membres du Parti. Voilà ce que nous avons appris :

La femme de Liou Chao-chi a été réhabilitée, elle a été nommée à la Conférence consultative politique du peuple chinois alors qu'elle était aussi impliquée que Liou Chao-chi lui-même comme cible de la Révolution culturelle (elle était membre de la direction du Parti). Sa réhabilitation avait donc valeur de test. Alors, nous avons par exemple demandé à l'université de Canton si cela n'avait pas provoqué des remous. On nous a répondu que oui.

En ce qui concerne Liou Chao-chi, plusieurs responsables qui nous en ont parlé nous ont dit que c'était un camarade qui avait fait des erreurs. Donc, on peut prévoir une modification de l'appréciation officielle portée sur Liou Chao-chi. Aucune décision officielle n'a encore été prise. Mais, selon moi, Liou Chao-chi sera réhabilité.

La révolution culturelle, quel bilan ?

JS : Comme l'ont été déjà toutes les principales victimes de la Révolution culturelle, tous ceux qu'on étiquetait à l'époque comme « droitiers », « contre-révolutionnaires », etc. Et cela pose le problème du bilan de la Révolution culturelle. Il y a un an, nous avions écrit, à la suite des discussions avec les camarades chinois, que le bilan en était positif à 70 %. Est-ce que c'est toujours le point de vue des Chinois ?

– HJ : D'abord, je dois dire que tout au long de notre voyage, les cadres que nous avons rencontrés ont insisté sur les dégâts de la Révolution culturelle, sur ses aspects négatifs. Cela nous a un peu choqués dans la mesure où nous nous faisions depuis longtemps une certaine image de la Révolution culturelle. Et quand, un peu inquiets de tout cela, nous avons demandé ce qu'il y avait de positif dans la Révolution culturelle, la plupart nous ont répondu que le positif, c'était qu'elle avait permis de démasquer Lin Piao et la bande des Quatre. Nous n'avons pas été tout à fait satisfaits par cette réponse et j'ai posé la question personnellement au camarade Ki Peng-fei, le directeur du Département de liaison internationale du Comité central et vice-président de l'Assemblée populaire nationale. Il m'a dit que cette question était encore à l'étude, que le Comité central était en train de faire le bilan, qu'il faudrait sans doute du temps pour porter une appréciation définitive et, quant au rapport, entre le positif et le négatif (70-30 ou 30-70), cela n'était pas encore tranché.

JS : Mais ils s'orientent plutôt vers une appréciation principalement négative de la Révolution culturelle ?

– HJ : Oui, j'ai l'impression que c'est très net.

JS : Qu'est-ce que les Chinois considèrent comme négatif ?

– HJ : Eh bien, d'abord, tout ce qu'a critiqué Mao Tsé-toung. D'abord, on a élargi exagérément la cible de la lutte. Et il semble bien, en effet, que sous l'influence d'une ligne ultra-gauchiste, on a voulu tout abattre, abattre tous les cadres, sans distinguer entre ceux engagés dans la voie capitaliste et les éléments honnêtes trompés.

JS : Alors que Mao disait que 90 % des cadres étaient bons.

– HJ : Oui... Ensuite, la production a été perturbée. Ceci, c'est troublant car on n'a pas arrêté de parler de réalisations de la Révolution culturelle, on en a vu... Mais les camarades chinois nous affirment que la production a été perturbée. Sans doute est-ce vrai... au moins pendant un ou deux ans. Mais il est certain que l'économie a été désorganisée.

Et enfin, il n'y avait pas d'unité entre les échelons inférieurs et supérieurs. Donc, une sorte de paralysie de l'activité du Parti.

Voilà quelques aspects négatifs de la Révolution culturelle. Il faut ajouter à cela qu'il y a eu une grande désorganisation du système d'enseignement.

JS : Avec la fermeture des écoles et des universités.

– HJ : Oui. Et cela s'est ressenti par la suite... on entend dire qu'une génération a été perdue puisqu'elle n'a pas été formée convenablement.



Photo Robert

Une aspiration bien compréhensible à la modernisation

Lin-Piao et les «quatre» seuls responsables ?

JS : Mais cette ligne ultra-gauchiste, est-ce qu'on peut dire que Lin Piao et la bande des Quatre en sont les seuls responsables ? Parce qu'au tout début de la Révolution culturelle, aucun des Quatre n'avait de fonctions à la direction suprême du Parti.

– HJ : Il est difficile de répondre. Notre voyage de journalistes nous a permis d'avoir certains éléments de réponse. Mais on peut avoir des avis personnels là-dessus. Il semble que cette question-là n'est pas tranchée en Chine.

JS : On disait à l'époque que c'était « Mao en personne » qui avait déclenché et dirigé la Révolution culturelle.

– HJ : Oui. Ce n'est pas encore clair. D'ailleurs, il semble que certains Chinois mettent en cause des orientations de Mao. Il me semble que toute la discussion autour de la pratique, critère de la vérité, a été une remise en cause de certaines orientations données par Mao et jugées aujourd'hui erronées. Selon certains d'ailleurs, Mao lui-même aurait remis ces orientations en question s'il avait été en vie.

Il y a des mesures antérieures à la Révolution culturelle qui sont remises en cause. Par exemple, le Grand Bond en avant (1958) et la destitution de Peng Teh-houai.

JS : Qui était-ce ?

– HJ : C'était un membre du Bureau politique du Parti. Il critiquait le développement des communes populaires et le Grand Bond en avant. Il avait adressé une lettre au Comité central pour exprimer son désaccord avec des mesures qu'il jugeait précipitées. A l'époque, il était accusé de menées fractionnelles et, même, on a dit qu'il avait des liens avec Khrouchtchev. Aujourd'hui, il est officiellement réhabilité. Et il apparaît bien que Mao aurait pris des mesures abusives puisque Peng Teh-houai aurait été destitué simplement à cause de sa lettre. Aujourd'hui, on dit que Peng Teh-houai avait raison.

JS : En 1966, et jusqu'à ces dernières années, on présentait la Révolution culturelle comme une nécessité pour prévenir le révisionnisme et pour éviter que la Chine ne dégénère comme l'URSS. Qu'est-ce qu'on en dit en Chine aujourd'hui ? Est-ce qu'on parle encore d'un danger révisionniste ?

– HJ : En principe, ce danger existe toujours. Mais les camarades que nous avons rencontrés pensent qu'avec l'élimination de la bande des Quatre, ce danger révisionniste, fasciste a été écarté. Cependant, puisqu'il y a tou-



Photo Robert

jours la lutte de classes, il y a toujours un danger de restauration du capitalisme. Mais ils considèrent que ce danger est très minime.

JS : Tu sais qu'ici, en France, il y a des gens qui pensent que la Chine est déjà « révisionniste » ?

– HJ : Quand on dit que l'URSS est devenue révisionniste on entend par là tout un ensemble de mesures, de systèmes, en politique intérieure et extérieure.

Quelle voie au socialisme ?

Les camarades chinois ne nous demandent absolument pas d'approuver tout ce qu'ils font ; ils ne veulent pas du tout faire des remontrances à qui émettrait des opinions différentes des leurs. Et cela, c'est un critère idéologique qui tranche avec le révisionnisme. S'il y a des choses qu'on ne comprend pas, et si on a des désaccords, c'est sain. Il faut permettre au Parti chinois de chercher la voie pour l'édification du socialisme, et c'est très difficile. La Chine, c'est un très grand pays, énorme, sur une superficie de 10 millions de kilomètres carrés, c'est gigantesque ! Cela doit poser des problèmes inimaginables, surtout que ce pays a derrière lui 2 000 ans de féodalité, et une histoire socialiste très courte. Il faut avoir bien cela en tête. Parce que cela pose d'énormes problèmes économiques, et ces problèmes, c'est d'abord nourrir le peuple et lui donner des conditions de vie meilleures. Cela, nous, on le voit de loin, puisqu'on vit dans un pays industrialisé et relativement prospère...

Il faut avoir conscience de ces problèmes avant de donner des leçons aux Chinois. Quand ils nous disent que la Révolution culturelle n'a pas permis à la Chine de faire son décollage économique, il faut y prêter attention et essayer de bien comprendre pourquoi. Actuellement, ils sont en train de rechercher les moyens de développer l'économie chinoise et d'améliorer les conditions de vie de la masse du peuple. Je ne vois pas au nom de quoi on pourrait se permettre de dire quax Chinois : vous n'avez pas le droit de faire ceci, vous n'avez pas le droit de faire cela. C'est très difficile de juger.

Ceci dit, les Chinois disent eux-mêmes qu'ils vont peut-être faire des erreurs, mais qu'il faut le leur permettre. On ne peut pas refuser aux Chinois le droit à l'erreur ! On ne peut pas juger un parti sur sa capacité à avoir toujours raison, mais sur sa capacité à rectifier ses erreurs. Donc, il est faux, à mon avis, de dire que la Chine est révisionniste. Il est vrai que sur différents points théoriques et sur des points d'histoire, il y a des zones d'ombre, des choses difficiles à comprendre, et sur lesquelles on peut être en désaccord, peut-être par incompréhension. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille prononcer des jugements rapides.

Un directeur unique dans les entreprises

JS : Bon. Depuis le début de notre entretien, nous avons vu plusieurs de ces questions historiques et théoriques. Peut-être que nous pouvons passer maintenant à la situation actuelle et aux mesures concrètes qui ont été décidées. Dans les usines, on a supprimé les comités révolutionnaires et on les a remplacés par un directeur unique – comme en URSS. Comment analyses-tu ce changement ?

– HJ : Nous n'avons pas eu suffisamment d'éléments de réponse sur cette question. Il semble que les comités révolutionnaires, organisés de bas en haut, ont amené une certaine désorganisation de la production. La nomination de directeurs par les échelons supérieurs devrait permettre, selon les dirigeants du Parti communiste chinois, de réorganiser l'économie à tous les échelons. Mais je crois qu'on se dirige vers l'élection des directeurs...

JS : Donc, c'est une question d'efficacité ?

– HJ : Oui, il semble. En tout cas, c'est l'objectif qui est visé sur le plan de la gestion. Un gros problème actuellement, c'est la gestion. Ils disent qu'ils ont d'immenses faiblesses dans ce domaine. Il faut y prêter attention. Bien sûr, il y a un danger de confondre gestion et gestion capitaliste. Mais, même dans un pays socialiste, il y a des problèmes de gestion ! Et dans un pays paysan qui démarre sur le plan industriel, il n'y a pas de tradition de gestion, il n'y a pas d'expérience. Donc, il est normal qu'il y ait des problèmes dans ce domaine.

JS : Mais le problème, c'est aussi de savoir quel contrôle les travailleurs peuvent exercer sur le directeur. Tu as parlé du contrôle par le haut, mais... et le contrôle par le bas ?

– HJ : Là encore, nous n'avons pas eu suffisamment d'éléments de réponse. Mais d'après les réponses que nous avons eues, le contrôle ouvrier nous semble très insuffisant. Mais il faut dire que le système des directeurs est en train d'être installé. On est au début d'une transformation. Comment ce sera à l'avenir, c'est difficile à dire. Pour l'instant, d'après ce que l'on nous a dit, le contrôle ouvrier consiste en une assemblée générale annuelle des délégués des ouvriers devant laquelle le directeur présente un rapport de gestion. Cela nous semble insuffisant.

La question des primes

JS : Le directeur unique, c'est l'une des mesures nouvelles. Voyons-en une autre : les primes, qui avaient été supprimées pendant la Révolution culturelle et qui ont maintenant été réintroduites. Qu'avez-vous appris à ce sujet-là pendant votre voyage ?

– HJ : En théorie, le montant des primes ne doit pas dépasser 10 ou 15 % du salaire, en gros. Mais c'est déjà beaucoup ! Le système des primes est en cours d'application, il n'est pas encore définitif. Dans une usine, on nous a dit que les ouvriers n'appliquaient pas le système strictement, ils ont même été critiqués par les autorités centrales. Par exemple, aux chantiers navals de Talien, les primes sont réparties par atelier, et dans les ateliers, les ouvriers se les distribuaient de façon égalitaire. Cela nuisait au principe *« A chacun selon son travail »*.

Deux ouvriers du complexe sidérurgique d'Anchan (à gauche)

A côté d'aspects arriérés, la Chine compte un début d'industrialisation et les femmes y ont leur place autant que les hommes.

Photo Robert



J.S. : Et ces primes, elles doivent susciter une plus grande ardeur au travail, une plus grande efficacité ?

— H.S. : Oui, c'est l'objectif. L'objectif, c'est que celui qui travaille le plus soit récompensé. Mais on nous a précisé qu'on ne s'appuyait pas principalement sur les stimulants matériels, on lance des campagnes idéologiques pour les « quatre modernisations ». Mais comment éviter que les stimulants matériels ne jouent un rôle moteur ? Ceci dit, nous voyons ces choses d'un peu loin, il est difficile d'en juger... il faudrait vivre quelques temps dans une usine chinoise pour bien apprécier. Là, nous sommes un peu comme ceux dont Mao parlait, et qui regardent les fleurs du haut de leur cheval ! Donc, nous ne pouvons donner que des impressions...

J.S. : Une autre chose nouvelle en Chine, c'est la publicité pour des produits étrangers. A Shanghaï, par exemple, il y a des grands placards publicitaires pour des produits japonais — les appareils photos Minolta, etc. Dans la vitrine d'un grand magasin, il y a même une exposition d'appareils de haute fidélité Sony. Devant cette vitrine, il y a toujours une grande affluence — et pourtant, aucun Chinois ne peut sans doute acheter ces choses extrêmement coûteuses. Alors, pourquoi cela ?

Prendre conscience du retard économique

— HJ : Je n'ai pas vu cette vitrine. Mais peut-être cela fait-il partie de cette campagne de vérité que veulent les dirigeants chinois. Ils veulent que les gens se rendent compte que les pays étrangers ont de l'avance sur le plan technologique, ils veulent donner envie aux Chinois d'atteindre un niveau de développement semblable.

J.S. : Ils parlent beaucoup de leur retard économique, les Chinois actuellement...

— H.S. : Oui, ils ne parlent que de cela et des efforts à faire pour le rattraper.

JS : C'est nouveau...

Je pense que

— HJ : Chou En-laï a toujours insisté sur le retard économique de la Chine. Ce qui est nouveau, c'est qu'on mette cela au premier plan et qu'on mette tout en œuvre pour rattraper le retard.

Le chômage, pourquoi ?

JS : Dans la presse chinoise en langue française, on trouve maintenant le problème du chômage en Chine... alors que jusqu'à présent, on avait l'impression que cela n'existait plus...

— HJ : On ne peut guère comparer le problème du chômage en France, un pays développé, et en Chine, un pays du tiers monde. Pourquoi ? Parce que, dans les pays du tiers monde, le chômage vient fondamentalement de leur retard économique, de leur sous-industrialisation. Dans des pays comme la France, la cause du chômage, c'est le système capitaliste d'organisation de l'économie. La solution du problème du chômage dans des pays du tiers monde passe par leur industrialisation. C'est une séquelle du colonialisme.

En Chine, le chômage est dû, pour une part, à la démographie galopante qui ne s'est pas accompagnée d'un développement semblable de l'économie. Au début des années cinquante, les Chinois étaient peut-être 500 millions — ils sont presque un milliard maintenant !

JS : Et quelles mesures les Chinois prennent-ils pour résorber le chômage ?

— HJ : Les mesures qu'ils voient, c'est le développement de l'industrie. C'est aussi une autre voie pour le développement de l'industrie. Ils veulent donner plus de liberté pour des entreprises collectives, et non pas d'État : des entreprises créées par un groupe de gens. On nous a donné l'exemple de photographes sur la place Tien An-men à Pékin. Jusqu'à présent, les photographes qui prenaient les nombreux touristes chinois sur la place Tien An-men étaient des fonctionnaires d'État, toujours. Depuis quelques temps, on a permis à des jeunes de faire aussi ce travail-là, en quelque sorte en indépendants. Ils travaillent pour leur compte et se répartissent ensuite l'argent entre eux. Ils se défoncent, et par conséquent, ils gagnent plus que les photographes d'État. Un camarade chinois nous a donné cet exemple pour nous montrer la vitalité des entreprises collectives. Elles devraient permettre pour une part de résoudre le problème du chômage.

On essaye aussi d'utiliser plus de jeunes dans les services. Mais là, il y a un problème d'éducation : beaucoup de jeunes ne veulent pas faire ces travaux subalternes, comme balayer, ou servir dans des restaurants, des hôtels, etc. Chez beaucoup de jeunes, ce genre de travail est dévalorisé. La plupart des jeunes veulent faire des études supérieures. Mais les universités ne sont pas assez développées : sur 7 500 000 jeunes qui chaque année ont leur « bac », seulement 300 000 peuvent entrer à l'université.

JS : En liaison avec ce problème du chômage... peux-tu nous parler du planning familial ?

Réduire les naissances

— HS : Jusqu'à présent, on encourageait les familles à avoir deux enfants. Maintenant, on commence à les inciter à n'avoir qu'un enfant unique.

JS : Et c'est bien accepté cela ?

— HS : C'est difficile à dire. Là aussi, il y a un problème d'éducation, de compréhension des problèmes collectifs. Plus il y a de bouches à nourrir, et plus tout le monde en pâtit si le niveau de la production n'est pas suffisamment développé. A la campagne, il y a certainement plus de résistance : les traditions veulent que les femmes aient des enfants jusqu'à ce qu'elles aient un garçon.

JS : A propos d'éducation... Il semble qu'il y ait beaucoup de problèmes avec la jeunesse actuellement. On parle de délinquance... Qu'est-ce qu'il en est ?

— HJ : D'abord, il faut voir les causes de ces problèmes. Et c'est d'une part la situation politique qu'a connue la Chine ces dernières années. Il est sûr que les dernières années de la Révolution culturelle ont été insatisfaisantes, pour le moins ! — et la joie avec laquelle l'élimination de la bande des Quatre a été saluée par le peuple ne trompe pas sur le mécontentement populaire à cette époque.

Les méfaits qui ont été commis, les atrocités ont amené certains à rejeter le socialisme.

Il y a aussi les problèmes d'emploi. On voit mal comment on peut éviter une certaine forme de délinquance quand il y a des jeunes qui sont au chômage. Il est inévitable que certains constituent des bandes et donnent dans la délinquance. Les responsables chinois que nous avons rencontrés ne cherchent pas à cacher ce problème, et ils ne rejettent pas la faute sur les jeunes. Ils disent qu'on résoudra le problème en développant l'économie, en donnant du travail à ces jeunes et aussi en montrant que le socialisme est effectivement bon pour le peuple, en corrigeant les méfaits de la bande des Quatre... Et il y a aussi un problème d'éducation.

JS : Qu'est-ce qu'on fait des délinquants ?

— HJ : Il y a plusieurs degrés. Il y a des délinquants légers ; il n'y a pas de détention pour des méfaits légers. Pour les crimes plus graves, il y a des peines de prison. Nous avons d'ailleurs visité une prison à Shanghaï...

Délinquants et contre-révolutionnaires

JS : Dans les textes chinois, les délinquants sont souvent mis dans le même sac que les contre-révolutionnaires. Et l'hiver dernier, la presse occidentale a cité le cas de gens qui ont placardé des affiches et qui se sont retrouvés en prison. Alors, placarder des affiches, ça peut être considéré comme de la « délinquance contre-révolutionnaire » ?

— HJ : C'est un problème délicat. Je ne peux dire que quelques impressions personnelles.

Je pense que la notion de « contre-révolutionnaire » en Chine est encore très floue. Au moment de la manifestation de la place Tien An-men en avril 1976, la bande des Quatre a dit qu'ils s'agissait de « révolutionnaires ». Aujourd'hui, il y a des gens qui sont arrêtés comme contre-révolutionnaires. C'est difficile de savoir si tous sont effectivement des contre-révolutionnaires. Tous ne sont d'ailleurs pas arrêtés sur décision du Comité central.

Officiellement, est contre-révolutionnaire celui qui se livre à un sabotage pratique. Mais la notion de sabotage peut être élargie. Par exemple, est-ce que manifester sur la voie publique, c'est saboter l'économie ?

JS : Pourtant, des manifestations, il y en a presque quotidiennement à Pékin ces dernières semaines...

— HJ : Oui, mais je ne peux pas dire exactement qui manifeste. Tout ce que je peux dire, c'est qu'il y a eu à la fin de l'hiver dernier des arrestations de gens qui, il me semble, étaient partisans du système occidental. Donc, a priori, on n'a pas une particulière sympathie pour eux... Il y a eu, paraît-il, des gens qui se sont couchés sur la voie ferrée pour exiger leur libération — cela a gêné l'activité économique du pays... Mais c'est difficile à juger tout cela, de loin...

La démocratie et les lois

JS : Une dernière question : est-ce que tu peux nous parler des récentes mesures prises pour développer la démocratie ?

— HJ : Oui. Il s'agit surtout de donner un cadre à la démocratie. Le rétablissement de lois était indispensable ! Pendant la Révolution culturelle, il y a eu des gens qui ont été perquisitionnés, séquestrés, fouillés en dehors de toute loi et de tout contrôle judiciaire. Les parquets avaient été dissous, il n'y avait plus de système législatif. Donc, une mesure importante prise pour développer la démocratie, c'est d'approfondir la législation, de fixer ce qu'on a le droit de faire, ce qu'on n'a pas le droit de faire, et ce qu'on a le devoir de faire.

Deuxièmement, les Chinois font des efforts actuellement pour développer le système des élections.

Il est intéressant que les dirigeants chinois se préoccupent de développer la démocratie et de l'étendre. Jusqu'à présent, il y avait à l'Assemblée nationale populaire des gens qui étaient députés sans avoir été vraiment élus. Ils veulent donc faire des corrections. Mais ce n'est pas facile à résoudre. Par exemple : ce n'est pas facile d'instaurer tout de suite le suffrage universel direct dans un pays de

Photo Robert



Le mur de la démocratie à Pékin

Rendu célèbre en quelques mois par la presse occidentale, il n'exprime bien sûr qu'un petit aspect de l'aspiration à la démocratie qui anime de plus en plus la Chine.

970 millions d'habitants ! Et qui n'a que peu de traditions démocratiques.

Soutien ...

JS : En résumé, quelle est ton impression principale ?

— HJ : C'est que le Parti communiste chinois attèle tout le pays à la tâche de développer rapidement l'économie. C'est leur problème No 1, et on les comprend — et, à mon avis, on doit les soutenir dans ces efforts pour faire de la Chine un pays socialiste puissant. Non seulement parce que nous souhaitons la prospérité au peuple chinois. Mais aussi en fonction des intérêts des peuples du monde, surtout quand on constate l'expansion actuelle de l'Union soviétique, l'aiguisement des contradictions internationales et du danger de guerre. Nous ne pouvons que nous réjouir que les Chinois fassent actuellement tout pour développer l'économie et la démocratie et la législation socialistes.

Ceci dit, nous avons nous aussi un passé : dans le passé, nous avons vu la Chine sous un certain jour, et nous avons fait des erreurs d'appréciation, par manque d'informations et peut-être aussi parfois par naïveté ou par unilatéralité. Sur certaines questions que nous ne comprenons pas ou sur lesquelles nous n'avons pas encore assez d'informations, peut-être que nous pouvons réserver nos opinions et attendre d'avoir plus d'éléments, sans pour autant critiquer le Parti communiste chinois. Je pense que l'expérience nous a appris que, sur certaines questions, il vaut mieux être prudent.

Sans suivisme ...

JS : Alors que, par le passé, nous avions tendance à tout suivre...

— HJ : Oui... Et d'ailleurs, les Chinois ne nous le demandent pas. Dans le passé, on s'est trouvé engagé à soutenir sur tout parce qu'on a vu dans tel ou tel organe de presse des attaques qui nous semblaient injustifiées et qui allaient dans un sens anti-communiste. Finalement, ça nous a amenés à soutenir des choses qui se sont avérées mauvaises. Bien sûr, il faut être vigilant par rapport à l'anti-communisme militant de ces organes de cresse, mais il ne faut pas réagir non plus de façon épidermique et immédiatement par rapport à toute information qui pourrait nous surprendre et que publieraient ces organes de presse.

La défense du pays en question

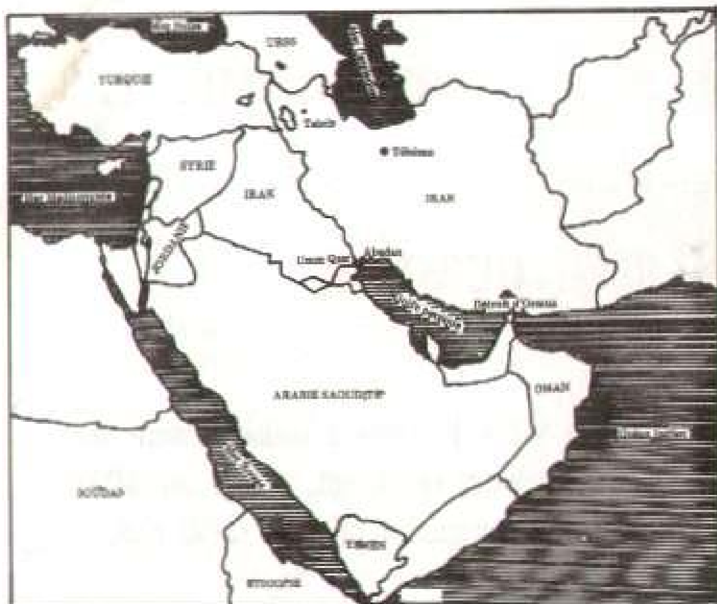
Giscard vient d'assister à de spectaculaires manœuvres en Haute-Saône. Il a tenu à vouloir rassurer les Français sur la solidité de leur défense. Un sondage publié par Paris-Match récemment, affirme que 34% des Français ne se rendraient pas à un appel de mobilisation. Jacques Bertrand a voulu en savoir plus sur les questions de la défense du pays

Les inquiétudes qui se sont fait jour ces derniers mois et semaines face aux menaces qui pèsent sur le pays et sur le problème de sa défense se seront-elles une nouvelle fois étouffées ? La question mérite en tout cas d'être posée...

Profitant des manœuvres de l'armée de terre dans l'Est de la France (du 1er au 7 octobre), le gouvernement et Giscard en personne ont à nouveau affiché l'optimisme qui les caractérise : *« Voyez la belle armée, moderne, etc. que nous avons ; la sécurité du pays est garantie »*... Au même moment, il soumettait aux parlementaires un rapport sur la programmation militaire 1977-1982 dont un député de la majorité (1) a pu dire qu'il ne correspondait pas à la réalité : le *« pauvre »*, vertement remis à sa place par le ministre de la défense, n'a plus qu'à méditer sur la discrétion et la soumission qui sied à un digne parlementaire sous le règne Giscard-Barre.

Dans le même temps, le PCF, tout en dénonçant le caractère *« orienté »* des manœuvres Saône 79, relance avec vigueur sa campagne contre la *« croisade »* anti-soviétique qui se développerait — selon lui — dans le pays. Ceux qui osent, sur la base des faits, révéler la réalité de la menace soviétique que sont taxés aussitôt de propos mensongers et sont accusés de miner les efforts en faveur de la détente et de la paix qui se manifesteraient... justement du côté de Moscou. Ils sont accusés, en prônant l'unité européenne face aux menaces soviétiques, de faire le jeu de la superpuissance américaine. Raccourcis commodes ! Il serait





« Un plan d'encerclement des zones pétrolières... »

pourtant « *souhaitable* » que *l'Humanité*, pour la bonne information de ses lecteurs et des nombreux camarades militants de base du PC, accepte de publier, comparativement à ceux de l'OTAN, les chiffres qui attestent la réalité du rattrapage et actuellement de la supériorité militaire soviétique. Comme du reste, elle accepte de révéler les multiples interventions militaires de l'URSS à travers le monde, qu'il s'agisse de l'Érythrée, de l'Afghanistan, du Cambodge... Après celle de la Tchécoslovaquie.

Un coin du voile est levé. Progressivement, sans doute aussi dans une certaine confusion, la conscience des menaces qui pèsent sur notre pays (et plus généralement sur l'Europe de l'Ouest) et celle de l'incapacité du pouvoir à préparer le pays à y faire face devraient cependant se renforcer. Nous nous efforcerons en tout cas, comme par le passé, à la mesure de nos forces, d'y contribuer et d'apporter sur l'ensemble de ces questions notre point de vue.

Les différentes menaces

Un bref regard sur le dispositif militaire soviétique comme sur les régions du monde où il a cherché et cherche à imposer sa domination est révélateur de ses intentions.

Certes, le social-impérialisme semble, à première vue, manifester un certain éclectisme. Il n'est pas une zone du globe où il n'ait, ces dernières années, tenté de pénétrer, qu'il s'agisse de l'Amérique latine, de l'Afrique, de l'Asie, etc. La rivalité qui l'oppose aux USA est planétaire et l'enjeu est bien de substituer à la domination mondiale américaine en déclin, la sienne propre.

Pourtant des axes privilégiés d'intervention apparaissent clairement de l'Égypte et de la Somalie qui ont dénoncé depuis ses ingérences et ont rejeté sa présence, aux autres pays du Moyen-Orient et à l'Inde qui ont pris leurs distances, en passant par le Sud-Yémen, l'Éthiopie et l'Afghanistan où sa présence est bien réelle. C'est à la mise à exécution d'un véritable plan d'encerclement des zones pétrolières que l'on assiste, plan poursuivi avec constance depuis plusieurs années.

Cette région du monde n'est pas la seule visée cependant. La Chine et l'Afrique comptent aussi parmi les cibles privilégiées de l'URSS : la première, pour essayer d'y saboter son effort de modernisation et de défense, de troubler la paix qui lui est pour cela nécessaire, le Vietnam jouant le rôle de relais régional de la mainmise soviétique dans cette zone de la planète (occupation du Kampuchea, provocations à la frontière chinoise...) La seconde, du moins plusieurs pays africains (l'Angola en particulier), tant pour les richesses que pour le contrôle des voies maritimes de transport de matières premières qu'il permettrait. N'est-il pas révélateur que l'URSS ait renforcé à tel point sa flotte de guerre ces dernières années qu'elle a inversé en sa faveur le rapport (1 à 1,7) de sa marine à celle des USA ?

Certes, ces diverses interventions, ces tentatives de mainmise ne se sont pas toutes soldées par des succès ; l'URSS a enregistré différents échecs et s'est vue contrée par de nouvelles offensives américaines (Moyen-Orient en particulier). Mais sa persévérance est bien révélatrice de ses intentions.

Il ne s'agit pourtant que d'un hors-d'œuvre... Le plat de résistance c'est bien sûr l'Europe dont elle occupe déjà toute la partie orientale ; c'est vers la partie occidentale que la grande majorité de ses forces nucléaires intermédiaires et classiques sont concentrées. Sans parler des missiles nucléaires plus anciens, l'URSS devrait d'ici à quelques années disposer de 1 200 missiles perfectionnés SS 20, tous pointés vers l'Ouest et capables de neutraliser en une seule salve tout le système de défense occidental (OTAN et forces françaises). Les services de renseignements français ont révélé par ailleurs l'existence de plusieurs centaines de commandos chargés de neutraliser les centres de décision ou dispositifs importants de défense européens.

Il n'est pas bien sûr possible, à l'heure actuelle, de déterminer quelles formes précises revêtira le conflit mondial dont nous assistons aux différents préparatifs ni quand il éclatera. En tout cas, parallèlement à la neutralisation des USA par des moyens nucléaires stratégiques, il est facile de constater que l'essentiel des autres dispositifs soviétiques est tourné directement ou indirectement vers l'Europe et que l'URSS cherche à disposer d'une panoplie complète de moyens.

En permettant de répondre à toutes les hypothèses ou types de conflit, le choix, parmi ces moyens, dépendra bien sûr des conditions concrètes du moment, qu'il s'agisse isolément ou en les combinant de paralyser l'Europe économiquement (contrôle des sources de matières premières et rupture des voies de ravitaillement) dans un premier temps du moins ou directement de l'envahir par des moyens classiques, avec ou non recours aux moyens nucléaires.

En tout cas, l'objectif reste le même : imposer sa domination en Europe en en évinçant les USA.

(1) Il s'agit de M. Arthur Paecht, député UDF, rapporteur de la Commission défense.



La défense du pays selon Giscard

Nous l'avons souligné, le gouvernement s'efforce par tous les moyens de faire taire les critiques qui lui sont adressées : les questions de défense peuvent être discutées à condition que les propositions gouvernementales soient entérinées et encensées. Même le Parlement — dont on ne peut pourtant pas dire que les travaux contribuent beaucoup à améliorer le sort des travailleurs — est réduit sur les questions de défense au rôle de simple chambre d'enregistrement. Quant aux travailleurs, à la grande masse de la population, ils sont tenus, au sujet de problèmes vitaux pour l'avenir, dans l'ignorance complète de la réalité des conceptions et dispositions de défense prises par le pouvoir ou trompés par des affirmations optimistes et mensongères. Bonne illustration en tout cas de la démocratie telle que la conçoit la classe dominante ; qu'elle la prétende, en plus, « libérale et avancée » ne fait que mieux ressortir le mépris dans lequel les masses laborieuses sont tenues dans notre pays...

Quelles mesures sont donc envisagées pour faire face aux menaces dont nous avons parlé ?



En cas de guerre, les forces de manœuvres composées essentiellement d'appelés seraient chargées de « tester » les intentions de l'agresseur à l'approche des frontières.

Matières premières et voies de ravitaillement

Force est de constater tout d'abord que le pouvoir, loin d'aider les pays du tiers monde menacés par l'impérialisme soviétique à assurer leur défense, ne cherche qu'à y imposer sa propre domination.

Le chroniqueur militaire du *Monde* soulignait du reste, en parlant de la réorganisation du dispositif d'intervention extérieure (11e division de paras en particulier) : *«L'intervention de parachutistes ou de commandos de marins dans les sables des champs pétrolifères, le contrôle « à la source » du ravitaillement des pays consommateurs (...) sont autant de scénarios que les états-majors ont pour mission de retenir et d'étudier».* (Le Monde du 26 juin 1979)

Quant aux armes susceptibles d'aider à *assurer leur défense*, s'il en fait bénéficier abondamment les différents régimes racistes et fascistes (où elles trouvent une toute autre destination), il en refuse la vente à certains pays, l'assortit de limitations non fondées ou en profite pour imposer par ce biais ses ingérences ou pour exiger des contreparties inadmissibles.

La défense des voies maritimes de ravitaillement du pays sert tout autant de prétexte au maintien ou au renforcement de la domination française sur différentes régions du monde, dans l'océan Indien et le nord-ouest de l'Afrique en particulier. Dans l'archipel des Comores, le gouvernement français a ainsi organisé le trucage d'élections afin de donner une apparence de légalité au maintien de la présence française à Mayotte ; il a entrepris depuis plusieurs années d'occuper militairement différents îlots du sud de l'océan Indien légitimement revendiqués par Madagascar...

S'il est pourtant un domaine où une fructueuse collaboration pourrait s'établir entre pays européens et pays du tiers monde, c'est bien celui de l'approvisionnement en matières premières et de la garantie de leur acheminement. Mais cela suppose l'abandon par le pouvoir — en France en particulier — de la politique de pillage, d'occupation, d'ingérences et de pressions diverses qu'il ne cesse d'exercer à leur encontre. C'est seulement sur la base du respect de l'indépendance et de l'intégrité de ces pays, dans le cadre de rapports basés sur l'égalité et l'avantage réciproque que de telles mesures peuvent être envisagées.

A maintenir avec obstination sa politique néo-coloniale, la bourgeoisie interdit toute solution correcte de ces problèmes et met en jeu, du même coup, la sécurité du pays. Le dialogue Nord-Sud dont Giscard avait fait grand

bruit au début de son septennat a fait long feu : il ne veut bien l'entendre qu'à condition qu'il serve les monopoles français, à coup d'interventions militaires s'il le faut.

Si les problèmes que nous venons d'évoquer revêtent dès aujourd'hui et revêtiront dans les années qui viennent une importance croissante, c'est cependant au sujet du théâtre européen que se manifestent les principales préoccupations. C'est lui en tout cas qui est l'objet des plus vives inquiétudes et où les différents dispositifs militaires sont concentrés, le dispositif français et occidental aussi bien que le soviétique. C'est lui qui est visé par l'essentiel des affrontements qui se produisent à l'heure actuelle de par le monde, par le renforcement des dispositifs militaires, soviétique en premier. Brejnev l'a lui-même confirmé en déclarant que l'Europe était la *« cible »*.

La défense du pays : les conceptions officielles

Comment est envisagée la défense du pays au niveau terrestre ? Le scénario en a été maintes fois répété et Giscard l'a encore confirmé au cours des manœuvres Saône 79.

En cas d'agression de forces du Pacte de Varsovie, les forces de manœuvres stationnées en RFA et dans l'est de la France tenteront de s'y opposer et de *« tester »* ainsi avant le franchissement de la frontière franco-allemande *« les intentions de l'ennemi »*. Si ce test se révèle positif, entendons si malgré le recours à l'armement nucléaire tactique français (Pluton, Jaguar, porteur de l'ANT) ces forces de manœuvre ont été écrasées, après les troupes allemandes et américaines, et si la frontière est sur le point d'être franchie, il sera alors fait usage de l'armement nucléaire stratégique (les missiles du plateau d'Albion, ceux portés par Mirage IV et ceux des sous-marins nucléaires lance-engins, les SNLE), capable d'anéantir au besoin plusieurs dizaines de villes et centres industriels importants en URSS.

On peut déjà noter que les plus hautes autorités militaires et politiques du pays estiment nécessaire de tester les intentions de l'agresseur à l'approche de nos frontières alors même qu'il aurait dû, avant d'y parvenir, écraser les forces américaines et allemandes et la partie des forces de manœuvre françaises participant en première ligne à « la bataille de l'avant ». Et ce test consiste en l'écrasement du gros des forces de manœuvre déployées en avant de la frontière ! Il s'agit ni plus ni moins que du sacrifice totalement inutile de troupes dont il est bon de rappeler qu'elles sont composées essentiellement d'appelés et, ceci expliquant sans doute cela, dont l'instruction vise plus au dressage qu'à une formation militaire digne de ce nom : puisqu'il y aura sacrifice, n'est-ce pas, savoir combattre n'est pas utile ; la discipline — *une certaine discipline* — est suffisante !

La force de frappe

Une fois la bataille aux frontières perdue — simple épisode pour *« nos »* états-majors — la défense du pays ne repose donc plus que sur le recours à la force de frappe. A maintes reprises, Giscard a tenu à le rappeler : la force nucléaire stratégique (FNS) est le pilier de la défense du pays ».

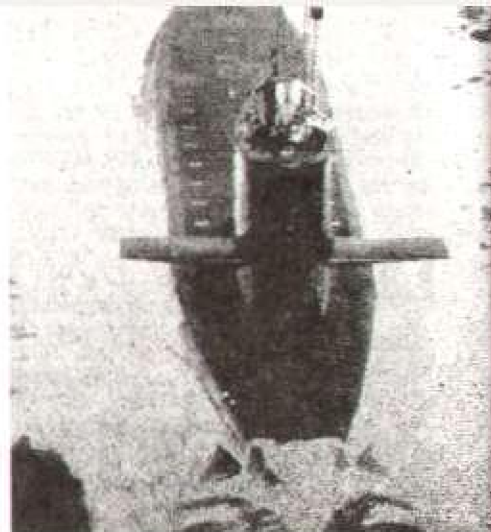
En fait, la crédibilité et l'efficacité d'un tel système de défense dépendent étroitement de la satisfaction de deux conditions : d'une part, cette FNS (force nucléaire stratégique) doit, à tout moment, être en mesure de remplir les missions qui lui sont assignées (crédibilité technique) ; d'autre part, il doit être clairement établi que les responsables du pays, et en premier lieu Giscard, sont déterminés à y avoir recours. Mais nous allons le voir, on est bien loin des rassurantes déclarations officielles...

Crédible, la FNS ?

Certes, la force de frappe française n'est pas entièrement négligeable. Il faut cependant constater qu'elle est singulièrement vulnérable. Mis à part les sous-marins lance-engins, les autres vecteurs de la force nucléaire stratégique ont une efficacité limitée ; il est peu probable par exemple que les Mirage IV puissent atteindre l'URSS du fait de sa couverture radar perfectionnée et de la densité de sa défense anti-aérienne (et ce d'autant plus que ces Mirage IV — qui ne sont pas du dernier cri — ne comportent pas de dispositifs capables d'éviter la détection).

Par ailleurs, les bases de ces Mirage IV, tout comme les sites du plateau d'Albion et les sous-marins en réparation ou en escale, sont vulnérables à des destructions ou neutralisations préventives, qu'il s'agisse de l'action de commandos spécialisés ou de tirs nucléaires anti-forces soviétiques. La force nucléaire stratégique française opérationnelle se résumerait donc, dans le meilleur des cas, aux deux ou trois SNLE alors en campagne. Et l'efficacité de ces sous-marins est étroitement dépendante des progrès réalisés dans les années à venir dans le domaine de la détection marine et de la capacité de préserver le système de communication destiné à leur transmettre les ordres éventuels de tir.

Comme on peut le voir, il y a loin de la réalité aux déclarations assurées du gouvernement. Et la décision toute récente de développer un missile terrestre mobile (donc moins vulnérable) ne répond pas à toute l'ampleur du problème. Il est bien certain cependant qu'en créant des difficultés au social-impérialisme, en rendant



plus difficile son agression, la force nucléaire stratégique présente un aspect positif pour défendre le pays et c'est en ce sens que nous ne nous opposons pas à son maintien ni à son amélioration.

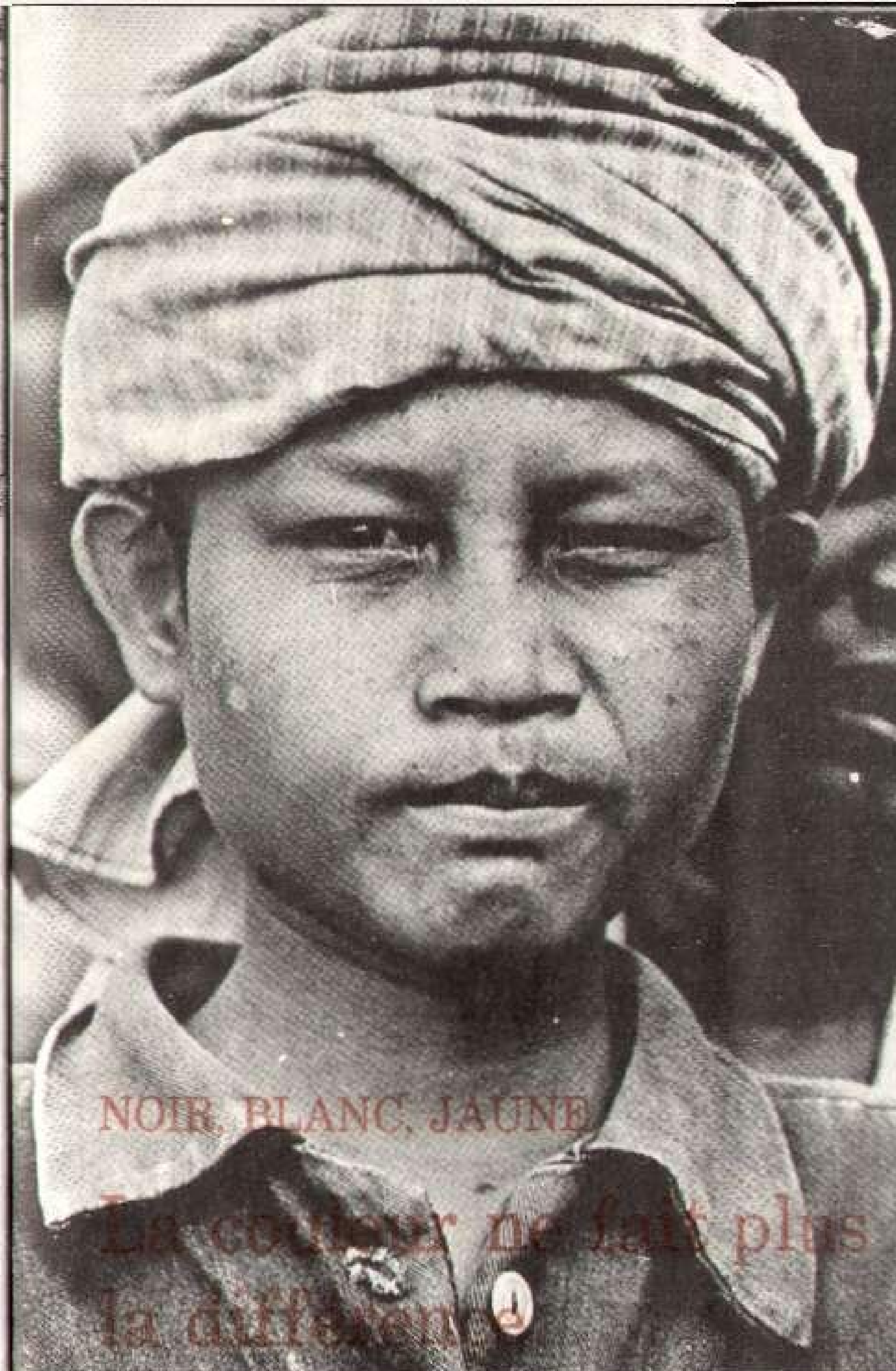
Mais encore faudrait-il que les instances officielles aient la détermination d'y avoir recours : la dissuasion nucléaire ne peut jouer un rôle réel que si existe une réelle volonté politique, clairement affirmée de sauvegarder l'indépendance du pays. C'est bien pourtant sur cette volonté qu'il faut s'interroger ; c'est bien sa faiblesse qui justifie les plus vives inquiétudes...

Giscard a cru bon, peu après son élection, au cours d'une conférence de presse télévisée, de s'attarder sur l'ampleur de la responsabilité qui lui incombait d'en décider l'emploi. Pour redoutable qu'elle soit effectivement, l'étalage publié des états d'âme d'un président *« responsable suprême »* de la défense du pays permet qu'on s'interroge sur sa détermination. Dans le même ordre d'idées, le général Méry, chef d'état-major des armées déclarait : *« Je doute pour ma part, que, dans un cas extrême où tout en Europe se serait écoulé autour de nous, la volonté nationale subsisterait d'avoir recours à la menace de destruction massive, même pour assurer notre survie »*. (Revue de défense nationale de juin 1976). Rappelons que le recours à l'armement nucléaire stratégique n'est envisagé justement qu'après que les forces soviétiques aient atteint la frontière franco-allemande, ce qui suppose dans l'optique officielle, que les forces de l'OTAN aient été préalablement écrasées ou neutralisées, en un mot, justement que *« tout se soit écroulé autour de nous... »*

Plus généralement, l'examen des rapports adoptés par les milieux gouvernementaux et bourgeois à l'égard des deux superpuissances confirme et explique tout à la fois les hésitations et les contradictions que nous avons notées et qu'on peut relever à chaque pas dans leur doctrine militaire.

Jacques BERTRAND

(Dans notre prochaine édition la fin de ce dossier).



NOIR, BLANC, JAUNE

La couleur ne fait plus la différence

Les noirs, les blancs et les jaunes. Voilà comment on apprenait, il n'y a pas si longtemps encore, dans les écoles aux enfants à diviser la population du globe. Dans le même temps, on leur montrait les surfaces roses correspondant, sur la mappemonde, aux colonies françaises. Bien souvent, il s'agissait de comparer ces divers groupes de population pour établir une hiérarchie au sommet de laquelle se trouvaient les blancs en général et les Français en particulier.

Et même si ce n'est pas pour lui attribuer une valeur en positif ou en négatif, on utilise souvent cette notion de race, parfois bien inconsciemment. Depuis quelques années, la notion même de race est sérieusement contestée par les sociologues, les généticiens des populations et les anthropologues. Les critères utilisés (couleur de la peau, forme de la tête et même système sanguin) se sont avérés inaptes dans un classement des populations. Pourtant, c'est au nom de cette notion de race qu'on établit des ségrégations, qu'on établit des quotas d'immigration, comme aux USA, qu'on fait la chasse au faciès, comme actuellement en France, qu'on extermine juifs et Tsiganes comme sous Hitler, tout simplement qu'on établit des discriminations de salaires, de conditions de vie, comme pour les travailleurs immigrés. Une notion qui arrange bien des gens.

La notion de race est souvent associée à celle de hiérarchie. Voici un extrait du dictionnaire de Crozat, en 1827 (trois ans avant la colonisation de l'Algérie) :

« Les Chinois ont le front large, le visage carré, le nez court, de grandes oreilles et les cheveux noirs... Ils sont naturellement doux et patients mais égoïstes, orgueilleux... Les nègres sont en général bien faits, robustes, mais paresseux, fourbes, ivrognes, gourmands et malpropres...

» Les habitants de l'Amérique sont agiles et légers à la course ; la plupart sont paresseux et indolents, quelques-uns sont fort cruels... ».

Ces lignes sont d'un géographe qui se voulait scientifique. Les différences entre les peuples ont trop souvent été considérées comme le résultat d'évolution plus ou moins favorables et comme des inégalités. Notre vision de la transformation des êtres vivants est, en effet, marquée par les concepts de la lutte pour la vie, de la victoire du plus apte, de l'élimination des êtres débiles, de la propagation au fil des ans des traits favorables.

Voici ce qui est écrit dans le règlement du service dans l'armée, au chapitre précisant les missions du colonel : *« Le colonel... indique les moyens les plus propres à développer le patriotisme : fortifier l'amour de la patrie et le sens de la supériorité de la race... »*. Il s'agit bien d'un règlement de l'armée française, imprimé en 1957, lu et approuvé par des ministres et des chefs d'état-major.

La race, quelle définition ?

Prenons quand même une définition de la race afin de voir si elle recouvre une réalité précise. Celle de Vallois en 1968 : *« Les races humaines sont des populations naturelles ayant certains caractères physiques, héréditaires communs »*.

On est parvenu à définir clairement la notion biologique d'espèce : *« Regroupement d'êtres vivants ayant capacité à se féconder »*. Le classement par race, s'il doit se faire, a lieu au sein d'une même espèce, l'espèce humaine. Il faut établir des critères de similitude à prendre en considération. Le critère que l'on prend spontanément en compte est celui de la couleur de la peau. C'est un caractère évidemment héréditaire dont la détermination génétique est assez rigoureuse mais encore assez mal connu. Les diverses couleurs de peau sont dues à des différences de densité dans l'épiderme d'un unique pigment appelé : la mélanine. Elle est répartie à doses variables chez ceux qu'on appelle les « blancs », les « jaunes », les « noirs ». Il s'agit d'une différence quantitative et non

qualitative. A l'intérieur d'un même groupe, la dispersion est très grande. Dans une étude récente, intitulée *« La quadrature des races »*, le professeur Langaney, sous-directeur du Musée de l'homme, fait remarquer que l'on peut passer sans discontinuité des hommes à la peau très claire (les Européens du Nord) à ceux qui ont la peau la plus foncée (les Sara du Tchad), en ne choisissant les intermédiaires que dans deux autres populations (les Africains du Nord et les Bochimans).

L'écart entre deux individus du même groupe est parfois beaucoup plus grand que celui entre les moyennes de deux groupes différents. Quatre paires de gènes seulement interviennent dans la détermination de ces caractères, cela correspond à une part infime du patrimoine génétique, la couleur de la peau n'étant apparemment liée à aucun autre caractère biologique important.

D'autres classements ont été effectués ou tentés à partir de la taille du corps humain, de la taille de certains membres ou bien de la largeur ou de la longueur de la tête. Mais là aussi, ce classement a dû être abandonné, des études précises ayant montré l'influence de certains facteurs du milieu sur les dimensions corporelles. Ces caractères (dimensions du corps, mensurations) sont le fruit d'une adaptation génétique au milieu ; ils marquent là aussi des différences quantitatives mais non qualitatives. Les caractères de l'enveloppe externe du corps ne permettent pas de tirer des conclusions précises sur la base biologique de ce phénomène.

Des caractères génétiques : les systèmes sanguins. La découverte des groupes sanguins A, B, O, au début du siècle a marqué une étape nouvelle. Les anthropologues « disposaient » ainsi de caractères simples dont on comprenait bien la transmission, grâce aux découvertes de Mendel, et indépendants des aléas du milieu.

Selon que l'on utilise le système sanguin dit Gm ou bien le système HLA, on arrive à des conclusions différentes et même contradictoires.

> Les recherches des anthropologues, les découvertes de la science ont montré qu'on ne pouvait diviser la population du globe en races. L'écart est plus grand entre deux individus d'une même population qu'entre deux populations différentes.

Des conclusions contradictoires

Le système Gm oppose biologiquement tout un ensemble, dit l'Eurasie, à l'Afrique tandis que le système HLA, lui, oppose l'Eurafrique à l'Asie. Ces recherches sont faites à partir de sang prélevé sur des « échantillons » de population déterminés plus ou moins arbitrairement et relativement limités. Ces échantillons sont très représentatifs lorsqu'il s'agit de petits groupes comme les *Touareg Kel Kummer*, mais sont peu significatifs lorsqu'il s'agit de populations aussi diverses et étendues que les *Peuls* ou les *Ethiopiens*. De plus, la notion de population est elle-même sujette à caution, les groupes humains n'ont jamais été totalement séparés, les populations se chevauchant bien souvent. Les professeurs Lewontin et Nei ont cherché à analyser la diversité de l'ensemble des hommes en une part due aux grands groupes classiquement admis (blancs, jaunes, noirs) ; elle est de 7 %, une part due aux écarts entre nations d'un même groupe, elle est de 8 %, et une part due aux différences entre individus d'une même nation : 85 %. On ne diminue que de 15 % la diversité entre les hommes si, au lieu de considérer l'ensemble de l'humanité, on ne considère que les hommes appartenant à une même nation.

Une notion trompeuse

La notion de race est trompeuse, elle ne correspond à rien de précis dans la réalité. Au niveau d'une même population, le patrimoine génétique est si diversifié que, mis à part le cas des vrais jumeaux (homozygotes), issus d'un même œuf, il est impossible d'observer deux individus dotés des mêmes gènes et donc des mêmes caractères. Le nombre d'individus théoriquement possible dans une population humaine dépasse de beaucoup le nombre des atomes de l'univers.

Une classification est impossible

Les variations entre individus d'une même population sont souvent beaucoup plus importantes que les différences de moyenne entre populations : soit que l'on prenne comme critère la longueur du bras, caractère quantitatif à variation continue, ou bien le système sanguin Rhésus, caractère qualitatif. Etablir une classification des races est impossible. Le professeur Jacquard, généticien des populations, l'exprime ainsi :

« Ce n'est pas entre les groupes mais entre les individus que nous constatons la plus grande diversité. Bien sûr, mon ami Lampa, paysan bedick du Sénégal oriental, est très noir et je suis à peu près blanc, mais certains de ses systèmes sanguins sont peut-être plus proches des miens que ceux de mon voisin de palier, M. Dupont. »

Léon CLADEL

Ne pas confondre culture et race

Il arrive bien souvent que, sans penser à mal, sans établir de hiérarchie, inconsciemment, nous classions, cataloguions les gens croisés dans la rue. Les critères utilisés sont des plus variés et des plus subjectifs : la couleur de la peau, la forme et l'aspect des cheveux, la taille. Bien souvent, nous mêlons les traits culturels aux traits physiques. Ainsi, cela va jusqu'à confondre religion et race. Les adeptes de la religion israélite ont été arbitrairement classés comme une catégorie de population à part et la propagande raciste est même allée jusqu'à leur attribuer des caractéristiques propres. Il en est de même pour les adeptes de la religion musulmanne arbitrairement regroupés dans une race.

Non à la vignette
«Le rackett organisé»

Rencontre avec l'Amicale marseillaise motocycliste

Pour le piéton ou l'automobiliste, le motard est toujours un peu mystérieux. Anonyme sous le casque intégral, rapide et bruyant, il appartient à un autre monde. Pourtant discutez avec « un amoureux de la bécane » et il sera capable de vous faire partager son admiration pour un tel moteur, sa passion de la mécanique ou l'air de liberté qu'on respire sur des deux roues. Ils sont des milliers, jeunes pour la plupart, a avoir choisi la moto pour sortir des villes, goûter de la vitesse, et frôler les dangers de ce sport.

La mot coûte cher, et les fins de mois sont difficiles quand il faut payer l'assurance. Marchands de motos, assureurs soutirent déjà le maximum des motards, le gouvernement ne veut pas rester en rade et tente de leur imposer une vignette.

Pour faire le point, Daniel, motard et militant de notre Parti, a rencontre Gisèle M., responsable presse de l'Amicale marseillaise motocycliste.

Q : Quelle est la situation actuelle ?

La moto, moyen de locomotion simple, est surtout à l'heure actuelle un des loisirs des plus prisés par les jeunes. Évasion d'un monde où peu est fait pour eux. Ce moyen va donc, peut-être, se voir attribué une vignette.

Q : L'année dernière, il y avait déjà eu une tentative du gouvernement.

Oui, une tentative a eu lieu en 1978 qui a échoué grâce à la mobilisation des motards, manifestations, pétitions, notamment à Paris, avaient été organisées.

Cette vignette que le gouvernement veut par tous les moyens imposer, tient plus du racket que de la mesure sociale.

En effet, où ira cet argent : aux





personnes âgées ? On connait l'histoire...

A l'heure actuelle il y a environ 500 000 « gros cubes » (plus de 500 cm3) en France ; évidemment les taxer encore serait intéressant pour le gouvernement qui frapperait une fois de plus les plus défavorisés, car les motards sont à 80 % des ouvriers.

Ceci est d'autant plus injuste que rien n'est fait pour la sécurité des motos sur la route ; ou si peu ; glissières (rails de « sécurité ») mortelles pour le conducteur, bandes plastiques piétonnières super glissantes par temps de pluie, code de la route inadapté, permis discriminatoire...

Q : A combien revient l'achat d'une moto ?

D'abord le permis que des « autos-écoles » proposent de passer en 8 jours pour la coquette somme de 1 200 F. A ceci il faut rajouter l'équipement moto, l'assurance, et le prix d'achat de la moto (TVA 33,33 %) de qui fait pour une moto de 750 cm3 :

Permis (dans le meilleur des cas)	1 200 F
Moto de 750 cm3 enriron	18 000 F
Casque	400 F
Blouson	800 F
Gants	150 F
Bottes	300 F
Total	20 850 F

A cela, il faut rajouter l'assurance qui varie de 3 500 F à 6 000 F selon que vous ayez plus ou moins de deux ans de permis et plus ou moins de 25 ans.

Le gouvernement voudrait faire croire que les motards sont privilégiés. Rien n'est plus faux ! Privilégiés de quoi ? Le prix d'une grosse machine équivaut à celui d'une 2CV. Combien coûte et revient une automobile moyenne de 6CV ?

Donc, voilà la somme que devra débourser un jeune pour acquérir une moto ; somme qui est minimum pour l'achat d'une 750 cm3 japonaise (les entreprise françaises : Motobécane, ne produisent en moto! de route qu'une 125 cm3, d'ailleurs plus chère que ses concurrentes japonaises).

Q. La vignette viendrait s'ajouter à tout cela.

Effectivement, mais les motards ne veulent pas de cet impôt supplémentaire, qui prendrait un circuit hélas bien connu... !

Des luttes se sont engagées dès que la nouvelle a été rapportée par la presse : manifestations à Paris, Mar-

Nos revendications prioritaires

- Suppression des glissières mortelles pour les motards ;
- Suppression des bandes plastiques pour piétons ;
- Possibilité d'utiliser les couloirs des bus en ville ;
- Code de la route adapté aux motos ;
- Prise en charge par l'Éducation nationale de l'apprentissage du code de la route aux enfants ;
- Gratuité des autoroutes qui présentent malgré tout plus de sécurité pour les usagers ;
- Entretien correct des routes.

seille, Nancy, Perpignan, des motions sont signées, les motards ne sont pas du tout prêts à se laisser faire.

Un comité de défense des deux roues a été créée à Marseille, déjà un cahier de revendication a été établi.

Q : Quel est le rôle des motos-clubs ?

Les motos-clubs sont le seul et unique, moyen, à l'heure actuelle, de regroupement, d'organisation des motards.

Les clubs sont le lien entre la fédération française de motocyclisme et les motards. Ces clubs ont du mal à faire entendre leurs voix auprès des pouvoirs publics qui tendent à les ignorer purement et simplement. Un exemple significatif : lors de la manifestation à Marseille, le 19 septembre 1979, une délégation conduite par des représentants des motos-clubs et du comité de défense des deux roues a été reçue par le préfet qui a assayé de les convaincre : *« ben voyons, c'est pas à vos sous qu'on en veut, mais vous aider »*. Drôle d'aide, on s'en passera.

Les clubs restent donc le moyen privilégié d'organisation, de regroupement, de propagation de la lutte.

Les motard sont, à l'instar de leurs confrères automobilistes, solidaires, et la riposte ne tarde jamais.

C'est cette rapidité de riposte, cette solidarité qui peut faire reculer une fois de plus le gouvernement.

Les motards ne sont pas indifférents à la vignette auto, tout aussi injuste, (où va l'argent... refrain connu...) et sont prêts à soutenir les luttes futures des automobilistes en vue de la suppression de la vignette auto.

A L'AFFICHE

«Les petites fugues»

Les aventures extraordinaires de M. Pipe, Suisse, ouvrier agricole, libre et content de l'être. Vu par la caméra d'Yves Yersin, cela donne *Les petites fugues*. Et 80 minutes de fraîcheur.

Pipe est un vieil ouvrier agricole. On dirait qu'il fait partie de la famille depuis des temps immémoriaux. Comme s'il avait toujours été là. Il a tenu le patron sur ses genoux. La ferme, c'est son monde. Et à la barrière commencent l'étranger, comme derrière une frontière.

Pipe, c'est le vieux commis, fidèle et silencieux. Il y en a tant chez nous : ou plutôt il y en avait tant, car il en disparait tous les jours. Nourris, logés, quatre sous d'argent de poche pour le dimanche. Une vie qui n'en est pas une.

Or, voilà qu'un jour, Pipe achète un vélomoteur. Le vélomoteur, c'est la liberté tout à coup. Pipe se met à fuguer hors de la routine. *« Il n'y a pas que le travail »* déclare-t-il à son patron qui n'en avait jamais tant entendu. La nouvelle liberté de Pipe fait souffler un vent de fronde sur la ferme immobile : la fille-mère et l'ouvrier italien qui travaillent à la ferme retrouvent une partie de leur liberté perdue. Même le fils du fermier s'en trouve tout remué.

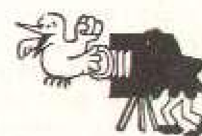
Passons sur les détails : à vous de les découvrir. Un film qui parle avec tant de finesse et tant de vérité ne restera pas inconnu. D'autant plus que *Les petites fugues* n'est pas une lourde démonstration mais un poeme-vérité. Un film sobre qui ne sacrifie pas au folklore paysan. Michel Robin, dans le personnage de Pipe (notre photo) fait un extraordinaire numéro. Ça n'a rien à envier ni à Raimu ni à Michel Simon.

Yannick DAGORN



CINEMA

«Le mouton noir»



Vincent (Jacques Dutronc) parce qu'il n'a pas pu sauver la tête d'un de ses clients, est devenu marginal. Il reste très attaché à sa fille, Alice, qui vit avec sa mère chez son grand-père banquier. Il voudrait garder sa fille avec lui, alors qu'il n'a le droit de la voir qu'une fois par semaine.

Il organise donc un « casse » dans la banque du grand-père pour obtenir la garde définitive de sa fille. Le film montre la complicité de Vincent et Alice, deux êtres mal à l'aise dans un monde à l'envers, pourri par l'argent.

Vincent est l'antithèse de son beau-père banquier : l'un devient clochard parce qu'il est dégoûté par cette société dont il connaît trop les dessous ; l'autre est le portrait de l'honorabilité qui masque les affaires louches.

Moscardo, ancien de la télévision, balade sa caméra, d'un milieu à l'autre. On voit même à un moment Dutronc faire le coup de poing contre des racistes qui agressent un de ses amis antillais. Un scénario un peu confus parfois, mais il s'agit du premier long métrage de Jean-Pierre Moscardo.

«Le mors aux dents»

Dix millions de turfistes chaque dimanche. Le tiercé est une réalité qui touche un grand nombre de travailleurs. Une machine (à sous) dont on connait pas tous les rouages. Mais le *Mors aux dents*, s'il nous montre certains dessous du tiercé, est avant tout un film sur les mœurs politiques. Il faut éliminer un homme devenu trop dangereux à l'intérieur d'un puissant parti (de la majorité). On le fera tremper dans une escroquerie du pari mutuel.

Piccoli interprète Chazerand, joueur professionnel, interdit sur les hippodromes mais qui continue à faire fortune par personnes interposées. Galabru est un riche ferrailleur qui a accumulé toute sortes de dossiers très compromettants sur ses amis politiques. Le Guenn, jeune loup aux dents longues chargé d'éliminer Dréant. Des personnages très vivants, Piccoli, Dutronc, Galabru, un rythme de film policier pour nous révéler, derrière le tiercé, les sordides magouilles de la politique bourgeoise !

CONCOURS PHOTO



THEATRE

«Audience et vernissage»

Deux pièces dont l'auteur est en prison depuis quatre mois à Prague. Son crime : il est signataire de la Charte 77. Il écrit aussi des pièces dont *Audience* et *Vernissage* qui parlent de délation, de dictature dans un pays occupé depuis onze ans par les chars russes. Le patron d'une brasserie demande à Ferdinand, son employé, de l'aider à rédiger le rapport qu'il doit faire sur lui à la police. Ferdinand est un écrivain naguère adulé, réduit au silence et condamné à rouler des fûts de bière.

Deux pièces qui brillent par l'humour typique aux pays de l'Est. Une très bonne mise en scène de Stéphan Meldegg qui, l'an dernier, interprétait *« Grand'peur et misère du troisième Reich »* (dénonciation du fascisme hitlérien).

Au théâtre Essaïon 20 h 30. Tel : 278 46 42 6, rue Pierre au Lard – 75004 Paris



MICHEL BUHLER

A la Cour des miracles

Cet ancien instituteur du canton de Vaud en Suisse, est devenu un grand chanteur populaire. Il passe à la Cour des Miracles 23, avenue du Maine à Paris du 15 octobre au 10 novembre à 20 h 30.

Dans ses chansons, il parle de son père, vieil ouvrier usé par le capital, de la répression contre les peuples en lutte, du licenciement des vieux travailleurs, des travailleurs immigrés et de bien d'autres choses encore.

Le cancer n'est pas seulement une affaire de spécialistes

Les 29 et 30 septembre avaient lieu, à Grenoble, des journées d'information sur les méthodes complémentaires de dépistage et de soins du cancer (*). Organisées par Santé-Université-Nature (SUN), elles avaient pour but d'amener les gens à participer activement à la prise en charge de leur santé, par une information sur les méthodes de soin du cancer, complémentaires au traitement hospitalier. Ces journées ont connu un plein succès : 500 personnes y assistaient, dont 150 médecins. Notre correspondante de Grenoble y a participé.

Image de la muqueuse du col utérin

Ici, le tissu épithélial et le tissu conjonctif sont sains.

Cancer, stade 0

Le tissu épithélial est atteint mais on voit que les cellules cancéreuses n'ont pas franchi la barrière qui le sépare du tissu conjonctif.

Parmi les sujets traités, deux méthodes de dépistage du cancer :

1) *Le test de Vernes :* test sanguin remboursé par la Sécurité sociale, non diffusé par la médecine classique. Ce test permet de s'apercevoir d'un état de lutte de l'organisme. Il y a 80 % de réussite. Mais il ne permet pas de localiser la tumeur. L'un des tests permet de voir si le cancer est en évolution. Ceci est important quand on sait qu'il vaut mieux ne pas pratiquer de biopsie en phase évolutive du cancer.

2) La bio-électronique : méthode qui consiste à mesurer l'acidité, l'oxydation et la résistance électrique du sang, de la salive et de l'urine. Le terrain cancéreux correspond à un sang très basique, très oxydé, de faible résistance électrique. Moins il y a de sels minéraux dissous dans le sang, plus la résistance électrique est grande. D'où la nécessité de boire des eaux très déminéralisées.

Ces journées voulaient apporter un complément à la médecine officielle. Elles introduisaient une notion nouvelle : le cancer n'est pas seulement une tumeur à dépister le plus rapidement possible, c'est une maladie générale, un déséquilibre, une perturbation du corps due à l'alimentation, à la pollution... qui fait que le corps ne résiste pas au cancer. C'est pourquoi extraire la tumeur n'est pas suffisant. Il faut rééquilibrer le corps. Des médecins homéopathes participaient aux journées.

Qu'est-ce que l'homéopathie ? Une thérapeutique qui utilise essentiellement les plantes, les minéraux pour des remèdes très dilués, choisis en fonction des données psychologiques et physiologiques d'un individu (ceci dépendant bien sûr de l'idéologie de l'homéopathe : un bon homéopathe consacre trois quarts d'heure ou une heure à un patient). Cette thérapeutique n'est pas explicable par les données scientifiques actuelles, mais l'expérience a démontré son efficacité.

Elle est critiquée par la médecine officielle à cause, bien sûr, du manque d'explications scientifiques mais aussi parce que l'industrie pharmaceutique est en jeu : un grand nombre de remèdes homéopathiques, contrairement aux remèdes de la médecine officielle, sont peu coûteux.

L'homéopathie ne guérit pas le cancer, c'est un traitement complémentaire qui prend l'individu dans son ensemble.

Pour ces deux journées, médecins, malades et autres participants ont travaillé ensemble montrant que la médecine n'est pas seulement une affaire de spécialistes.

(*) Pour obtenir le recueil des exposés (25 F) : SUN, 6, rue Colonel Manhès – 38400 Saint-Martin d'Hères.

Suite de la page 32

fants soient arrivés sains et saufs. Cela est le fruit d'un dévouement sans borne et d'un haut esprit de responsabilité des personnes chargées des enfants.

Le lendemain, alors que nous étions en train de nous organiser (nous étions plusieurs centaines), nous avons été obligées de prendre la fuite devant l'arrivée en force et inattendue des blindés ennemis. Nous n'étions pas encore arrivées à la porte de derrière que les combats éclataient devant la maison. Ce fut une course de vie et de mort. L'ennemi voulait s'emparer du mont, et nous, nous devions traverser des kilomètres avec des dizaines de kilomètres de plaines découvertes. Nous avons tout abandonné, nos ballots et autres bagages. Nos combattants sont arrivés non seulement à maintenir l'avance ennemie, mais également à mettre en feu deux de ses blindés.

Des épreuves inimaginables

Ce jour-là, nous l'avons échappé belle. Nous n'avions plus rien, ni vêtement, ni cuillère, ni assiette, ni médicament, plus rien que les vêtements que nous portions. Les enfants n'avaient même pas de chaussures. Nous sommes allés nous réfugier dans un village en pleine nuit et le lendemain à midi, notre unité était prévenue que les Vietnamiens arrivaient.

Pendant treize jours et treize nuits, nous avons marché continuellement de l'avant, nous reposant aux heures chaudes de midi, avec un peu de bouillon de riz dans les meilleurs cas et quelquefois sans une goutte d'eau sous un soleil brûlant. En cours de route, à une halte, un ennemi a tiré à bout portant, tuant un de mes élèves. Nous étions à trois pas. Les enfants sont passés littéralement entre le balles.

Autant dire que tout au long du trajet, je pensais à vous et redoutais le pire pour S. J'ai appris de ses nouvelles, qu'il était sauf, fin février, quelques jours avant de repartir à travers monts et forêts pour nous défendre contre les troupes ennemies toujours à notre poursuite.

C'est tout à fait par hasard qu'au milieu du mois d'avril, S. nous a rejoints aux fins fonds d'une forêt (son évacuation est une épopée digne du miracle) quelques heures avant que, pour nous défendre, nous franchissions la frontière pour entrer en territoire thaï.

Quand tu entendais parler et voyais des photos de ce que les mass-médias occidentales ont appelé « flot de réfugiés » au moment des grandes attaques d'envergure répétées dès les fins mars-avril-mai, t'imaginais-tu que nous en faisions partie ? Nos pensées allaient continuellement vers toi.

Fin mars, et pendant les mois d'avril et mai, les Vietnamiens et les Soviétiques ont lancé de vastes opérations l'une après l'autre, contre nous. Ils avaient voulu faire main basse sur le Kampuchea au mois de janvier, mais en vain. Ils mettaient donc le paquet pour en finir ! Ces milliers et dizaines de milliers de personnes qui consentaient à chercher refuge en terre étrangère sont la manifestation que le peuple du Kampuchea lutte contre les expansionnistes vietnamiens et soviétiques qui veulent l'exterminer. C'est une mesure de défense pour mieux contre-attaquer. Tout le monde est sans tarder rentré par une autre porte.

Une grande dignité

Les mass-médias ont parlé de tragédie humaine. En fait, nous avons été confrontés à des difficultés immenses — le mot difficulté est bien trop faible pour exprimer ce qu'il a fallu supporter : des kilomètres et des dizaines de kilomètres de marche, pas de vivres, pas d'eau, pas d'abri, brûlés par le soleil de plomb, grelotant sous les orages nocturnes, le paludisme. Trop fragile, mon fils est mort à la mi-mai, à notre deuxième retour dans notre territoire. Le mot tragédie n'est pas juste. Le peuple du Kampuchea a un esprit extraordinaire. Pas une lamentation, pas un mot, un grand silence, une grande dignité devant les sacrifices à consentir. Ce qui domine par-dessus tout, c'est le sentiment national fait de fierté et de détermination contre l'ennemi qui veut l'exterminer. Le plus touchant et émouvant, ce sont les sentiments internationalistes et chaleureux du peuple du Kampuchea. Au milieu de malheurs et de souffrances, les Kampuchéans sont généreux, affectueux et chaleureux. Combien de fois, le long du parcours, on s'est apitoyé : « Ma fille, que t'est-il arrivé pour que tu sois si maigre ? »... « Regardez, à force de marcher, elle n'a plus de lait pour son enfant, que pouvons-nous faire ? » et de s'enquérir de tout. A une halte, nous avons rencontré une femme d'un certain âge qui s'est penchée sur mon fils et s'est enquis des enfants... et tout de suite, un immense attroupement s'est formé autour de moi. De partout, on nous demanda : « Ma fille, qu'es-tu venue faire dans notre pays où nous manquons de tout?

— Mère, je suis venue participer à la révolution.

— Dans des conditions si difficiles, comment peux-tu faire ? Au Kampuchea, nous n'avons rien, nous sommes pauvres, pourquoi aimes-tu y rester ? »

Et d'admirer les filles et de se réjouir que le troisième enfant soit un garçon !

Tout le monde était d'accord que les Vietnamiens veulent avaler le Kampuchea, et nous exterminer, que la seule voie est de les anéantir, qu'on les anéantira, et qu'après l'indépendance, on reconstruira notre pays dont les ressources sont immenses.

Partout des actes d'héroïsme sont accomplis. Dans le village dont je t'ai parlé plus haut, nous avons été contraints de laisser une jeune femme qui venait d'accoucher le matin même. Elle nous a raconté que les Vietnamiens sont arrivés juste après notre départ. Ils ont saisi son ballot, arraché son toit, défoncé le trétau sur lequel elle reposait. Deux vieilles femmes (qui avaient dit aux enfants : « Si tu as faim, je te donnerai de la croûte de riz ») l'ont cachée au risque de leur vie pendant quatre jours, puis notre jeune femme est partie à notre recherche. Elle a rencontré notre armée et finalement, est arrivée dans notre base à plus de cent kilomètres, au milieu des forêts et montagnes.

Depuis le mois de juin, la situation a considérablement changé. Le Parti organise la lutte, l'élan a été donné et donnait un essor puissant. Partout, la guerilla se développe, l'ennemi subit de lourdes pertes. Nos victoires sont le fruit de la ligne de guerilla du Parti, la saison des pluies n'est qu'un facteur secondaire.

Je voudrais te parler beaucoup, mais le temps est limité. Très tôt, je continuerai à t'entretenir de notre révolution.

Je ne manquerai pas de te faire savoir que le Parti a reçu ton aide en médicaments et en a parlé en réunion. Ton geste a été extrêmement apprécié.

Je termine ici en t'envoyant mes plus affectueux sentiments. Les enfants et S. se joignent à moi, et tous, nous envoyons nos meilleurs sentiments à tous nos amis, ainsi que nos meilleurs vœux de santé et de succès.

Ta fille

Toutes mes affectueuses et admiratives pensées... J'ai moi-même porté l'enfant à sa dernière demeure en terre du Kampuchea avant la dernière attaque vietnamienne, et notre dernière fuite vers la Thaïlande. Nous vous en parlerons plus largement ! Notre affection !

S.

Document

Cambodge

Le témoignage d'une française

Peu d'étrangers ont vécu au Kampuchea entre 1975 et 1979. C'est pourquoi le document que nous publions ci-dessous est assez exceptionnel. Il nous a été transmis par une Française dont la fille, mariée à un Cambodgien, a choisi d'aller vivre au Kampuchea en 1975. Il s'agit de la première lettre qu'elle a reçue de sa fille depuis 1975, lettre qui vient de lui arriver tout récemment.

Maman chérie, des mois et des années de séparation silencieuse ne nous ont pas empêchées d'être toujours ensemble et de lutter fermement pour la cause des pauvres, une cause juste. Près de quatre années riches en événements révolutionnaires chauds. Comme je te le disais en allant au Kampuchea, j'allais connaître des choses uniques. (Nous en parlerons à une autre occasion). Nous venons d'arriver au calme grâce aux soins le les plus attentifs du Parti, après avoir vécu et traversé plusieurs mois d'épreuves inimaginables. Si le 7 janvier au matin on m'avait dit ce qui m'attendait, je ne l'aurais sûrement pas cru.

La guerre que les Vietnamiens sont en train de mener contre nous est une guerre d'extermination de race. Ils veulent occuper notre terre, s'emparer de nos ressources. Nous, nous ne nous soumettons pas, nous luttons. C'est pour cela qu'ils veulent nous exterminer. Ils opèrent de façon sauvage et barbare, sans précédent dans l'humanité, y compris les impérialistes US et Hitler réunis ! Et de loin !

Pour ne te donner que quelques exemples, près de Phnom Penh, il y avait une maternité avec 200 accouchées et femmes attendant l'accouchement. Les Vietnamiens sont entrés dans Phnom Penh, ils se sont amusés à écarteler les bébés et ils ont violé et tué les femmes. A l'encontre des invalides, ils perpètrent des crimes d'une horreur inouïe. Un peu au-delà de Battambang, tout à fait à l'ouest du pays, ils ont rassemblé les invalides (au nombre de 500) et les ont écrasés sous les chenilles de leurs blindés. Ils ont ensuite mitraillé ceux à qui leur infirmité permettait quand même de s'éloigner.

« Le mot difficulté est bien trop faible pour exprimer ce qu'il a fallu supporté ».

Les mass-média ont parlé de tragédie humaine.



Massacres systématiques

Partout où elles se rendent, les troupes vietnamiennes se livrent à des massacres systématiques et massifs de population, elles violent les femmes et les jeunes filles et elles pillent, brûlent, saccagent tout. Elles traquent même ceux qui fuient pour ne pas tomber dans leurs mains. Non loin d'où nous étions, des milliers de personnes étaient en train de traverser le cours d'eau marquant la frontière Kampuchea-Thai. Les hordes de monstres vietnamiens sont arrivées et ont tiré à satiété jusqu'à ce qu'il ne reste plus personne debout.

Notre unité a commencé à évacuer Phnom Penh le 6 janvier. Les enfants sont partis avec le premier contingent. S. et moi le 7, S. dans une direction pour remplir sa tâche et moi dans une autre direction pour mettre au monde l'enfant que je portais et qui entrait dans son 9e mois. Quand les Vietnamiens ont ouvert le feu pour prendre Phnom Penh, nous étions en train de charger du riz et quelques biens (afin de ne pas les laisser à l'ennemi). Nous avons dû traverser une ville déjà prise par l'ennemi, et près du but, nous avons essuyé un bombardement aérien. Mes filles sont arrivées au but deux jours après moi. D'après leur récit, c'est absolument extraordinaire que tous les en-

Suite page 31